

BE-A0510_007112_800955_FRE

Inventaire des archives du Conseil supérieur
des Indépendants et des Petites et
Moyennes Entreprises (CSIPME), 1945-2011



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	11
Consultation et utilisation.....	12
Conditions d'accès.....	12
Conditions de reproduction.....	12
Instruments de recherche.....	12
Histoire du producteur et des archives.....	13
Producteur d'archives.....	13
Nom.....	13
Historique.....	13
Classes moyennes ", essai de définition.....	13
899-1934.....	14
934-1947.....	17
947-1954.....	19
954-1994.....	20
995-2002.....	23
Depuis 2003.....	24
Compétences et activités.....	27
Organisation.....	27
Archives.....	29
Historique.....	29
Acquisition.....	29
Contenu et structure.....	30
Contenu.....	30
Sélections et éliminations.....	31
Accroissements/compléments.....	31
Mode de classement.....	31
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	35
I. Gestion administrative.....	35
A. Rapports annuels.....	35
1 - 61 Rapports annuels. 1951-2011.....	35
62 - 64 Correspondance relative aux rapports annuels du Conseil. 1963-2000.	39
B. Forme juridique.....	39
1. Législation et organisation.....	39
65 - 67 Dossiers relatifs à la législation régissant le Conseil supérieur des classes moyennes. 1945-1971.....	39
68 - 70 Dossiers relatifs à la législation, l'organisation et l'installation du Conseil supérieur des classes moyennes. 1951-1995.....	39
71 - 72 Correspondance relatives à l'organisation du Conseil supérieur des classes moyennes. 1951-2000.....	40
74 - 75 Correspondance relative à l'organisation du Conseil supérieur des classes moyennes. 1955-1980.....	40
79 - 82 Dossiers relatifs à la réforme du Conseil (représentation des professions libérales) et des chambres provinciales des métiers et négoce de 1964. 1963-1965.....	40
84 - 85 Dossiers relatifs aux textes concernant le renouvellement du Conseil supérieur des classes moyennes. 1967-1998.....	41

2. Règlement d'ordre intérieur.....	41
90 - 92 Dossiers relatifs au Règlement d'ordre intérieur du Conseil. 1952-1999.....	41
C. Gestion du personnel et du patrimoine.....	42
95 - 98 Correspondance relative aux immeubles occupés par le CSIPME. 1953-1997.....	42
99 - 100 Plans d'immeubles occupés par le Conseil. 1969, 1972.....	42
D. Gestion des réunions.....	42
1. Assemblées plénières.....	43
104 - 136 Procès-verbaux des réunions. 1951-2000.....	43
2. Bureau.....	45
138 - 181 Procès-verbaux des réunions. 1951-2000.....	45
3. Bureaux interfédéraux.....	48
184 - 202 Correspondance relative aux Bureaux interfédéraux nos 1-18. 1951-2000.....	48
200 - 201 n° 17. 1951-2000.....	49
203 - 222 Procès-verbaux des réunions. 1952-2000.....	49
223 - 240 Dossiers relatifs aux Bureaux interfédéraux. 1962-1999.....	50
4. Commissions.....	52
a. Procès-verbaux des réunions.....	52
241 - 252 Procès-verbaux des réunions des différentes commissions (professions libérales, prix, sécurité, ...). 1962-2000.....	52
b. Commissions permanentes (généralités).....	52
c. Commission Professions libérales.....	53
257 - 258 Dossiers relatifs aux procès-verbaux des réunions de la commission " Professions libérales et intellectuelles ". 1967-1986.....	53
d. Commission Statut social.....	53
261 - 262 Dossiers relatifs aux réunions de la commission " Statut social ". 1967-1978.....	53
e. Commission Prix et concurrence.....	53
f. Commission Accès à la profession.....	54
g. Commission Diverses réglementations économiques.....	54
h. Commission Crédit.....	54
i. Commission Fiscalité.....	54
267 - 268 Dossiers relatifs aux réunions de la commission " Fiscalité ". 1960-1975.....	54
269 - 270 Dossiers relatifs aux notes de la commission " Fiscalité ". 1967, 1973-1985.....	54
j. Commission Formalités administratives, " COMFORM ".....	54
271 - 272 Correspondance relative au Conseil et à la commission Formalités administratives " COMFORM ". 1954-1999.....	54
273 - 278 Procès-verbaux des réunions. 1982-1997.....	55
279 - 286 Avis COMFORM, nos 1-67. 1982-1998.....	55
5. Groupes de travail.....	56
288 - 293 Dossiers relatifs au Statut social des travailleurs indépendants, appelé Groupe " Allard ". 1967-1986.....	56
6. Chambres des métiers et négoce.....	57
a. Statut.....	57
b. Fonctionnement.....	57
300 - 310 Correspondance relative aux chambres des métiers et négoce. 1951-2000.....	57
303 - 304 Hainaut. 1951-1989.....	57

c.	Conseil national des Chambres des métiers et négoce.....	58
317 - 323	Procès-verbaux des réunions. 1951-1965.....	58
d.	Secrétaires des Chambres des métiers et négoce.....	59
324 - 325	Procès-verbaux des réunions. 1952-1969.....	59
e.	Chambres des métiers et négoce provinciales.....	59
326 - 351	Procès-verbaux des réunions. 1971-1995.....	59
326 - 327	Antwerpen. 1981-1995.....	59
329 - 331	Hainaut. 1974-1993.....	59
332 - 335	Liège. 1972-1995.....	59
336 - 340	Limburg. 1972-1994.....	60
341 - 342	Luxembourg. 1972-1994.....	60
343 - 344	Namur. 1971-1978, 1984-1986, 1991, 1993.....	60
345 - 348	Oost Vlaanderen. 1974-1995.....	60
349 - 351	West Vlaanderen. 1973-1995.....	61
7.	Conseil national des Fédérations interprofessionnelles.....	61
352 - 359	Procès-verbaux des réunions. 1951-1965.....	61
8.	Chambre nationale interprofessionnelle des classes moyennes.....	61
360 - 361	Procès-verbaux des réunions. 1966-1980.....	61
9.	Chambre nationale des Fédérations professionnelles.....	62
362 - 363	Procès-verbaux des réunions de la Commission " Commissions paritaires " de la Chambre nationale des fédérations professionnelles. 1966- 1980.....	62
10.	Institut économique et social des classes moyennes.....	62
364 - 365	Dossiers relatifs à l'enquête demandée à l'Institut économique et sociale des classes moyennes concernant les " Grossistes et intermédiaires ". 1949-1953.....	62
367 - 370	Dossiers relatifs à l'Institut économique et social des Classes moyennes. 1953-1975.....	62
11.	Sections professionnelles et interprofessionnelles.....	63
373 - 374	Procès-verbaux des réunions des Sections professionnelles et interprofessionnelles. 1980-1999.....	63
12.	Bibliothèque/Centre de documentation PME.....	63
375 - 377	Dossiers relatifs à la fusion des bibliothèques du Ministère des Classes moyennes et du Conseil. 1993-2000.....	63
379 - 381	Procès-verbaux des réunions du Centre de documentation PME. 1995-2002.....	63
E.	Gestion de la correspondance.....	64
1.	Indicateurs.....	64
386 - 392	Indicateurs du courrier sortant. 1951-1997.....	64
2.	Correspondance du président.....	65
393 - 395	Correspondance du Président. 1951-2000.....	65
396 - 399	Courrier sortant du Président. 1958-1986.....	65
3.	Courrier sortant.....	65
400 - 449	Courrier sortant. 1951-2000.....	65
F.	Gestion de la communication.....	68
1.	Brochures "Informations".....	68
451 - 453	Brochures " Informations du Conseil ". 1970-1981.....	68
2.	Communiqués de presse.....	69
455 - 456	Communiqués de presse. 1951-2000.....	69
II.	Gestion des contacts extérieurs.....	70
A.	Correspondance.....	70
1.	Gouvernement.....	70

460 - 461 Correspondance avec le ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture. 1951-2000.....	70
462 - 470 Correspondance avec le ministère des Affaires économiques. 1951-1999.....	70
471 - 474 Correspondance avec le ministère des Communications. 1957-2005.....	71
475 - 478 Correspondance avec le ministère de l'Emploi et du Travail et le ministère de la Prévoyance sociale. 1951-1997.....	71
482 - 485 Correspondance avec la R.T.B.F. 1978-1998.....	72
2. Conseil central de l'économie.....	72
489 - 491 Correspondance avec le Conseil central de l'économie et le Conseil national du travail. 1952-2004.....	72
3. Conseils professionnels.....	73
494 - 502 Correspondance avec les conseils professionnels 1952-1995.....	73
4. Organisation de l'économie.....	73
504 - 505 Correspondance avec le Conseil national du travail. 1951-2001..	73
5. Conseils économiques.....	75
6. Diverses représentations des classes moyennes.....	75
7. Groupements interprofessionnels.....	75
B. Dossiers.....	76
1. Généralités.....	76
2. Palais royal.....	76
3. Parlement.....	76
4. Gouvernement.....	77
551 - 556 Dossiers relatifs au ministère des Affaires économiques. 1975-1999.....	77
557 - 560 Dossiers relatifs au ministère des Communications. 1957-2005..	78
561 - 563 Dossiers relatifs au ministère de l'Emploi et du Travail. 1986-1997.	78
5. Communautés et Régions.....	79
6. Conseil central de l'économie.....	79
7. Conseils professionnels.....	79
576 - 584 Dossiers relatifs aux Conseils professionnels. 1952-1986.....	79
8. Organisation de l'économie.....	80
9. Conseils économiques.....	81
10. Diverses représentations des classes moyennes.....	81
11. Groupements interprofessionnels.....	81
III. Gestion des questions liées aux classes moyennes et indépendants.....	83
A. Généralités.....	83
B. Gestion des questions économiques.....	83
1. Correspondance.....	83
a. Questions de politique économique en général en faveur des PME.....	83
615 - 616 Correspondance relative à l'Office belge pour l'accroissement de la productivité. 1954-1975.....	84
b. Formation professionnelle.....	84
623 - 624 Correspondance relative à l'Institut royal des élites du travail de Belgique. 1967-2001.....	84
c. Problèmes de la distribution.....	84
629 - 630 Correspondance relative à la vente en solde et à la vente à prix réduit. 1952-2000.....	85
641 - 642 Correspondance relative aux grands magasins et à l'implantation des grandes surfaces. 1951-1984.....	86

643 - 644 Correspondance relative aux économats et coopératives pour consommateurs. 1952-1988.....	86
d. Crédit.....	86
e. Réglementation économique.....	87
660 - 664 Correspondance relative aux accès à la profession. 1951-1997.	87
669 - 670 Correspondance relative à la fermeture des magasins. 1951- 2000.....	88
f. Sociétés commerciales.....	88
g. Mesures de protection contre des tiers.....	88
h. Réforme de structure.....	89
i. Police du commerce, pratique du commerce, abus de puissance économique.....	89
2. Dossiers.....	90
a. Généralités.....	90
b. Questions de politique économique générale en faveur des PME.....	90
(1) Généralités.....	90
697 - 698 Dossiers relatifs à la loi-programme concernant les entreprises indépendantes. 1997-1998.....	90
699 - 701 Dossiers relatifs au secteur de la construction. 1999-2000.	90
(2) Comité national d'expansion économique.....	91
(3) Communauté économique pour le charbon et l'acier.....	91
(4) Benelux.....	92
(5) Centre national d'assistance technique et de recherche appliquée pour les petites et moyennes entreprises (CENATRA).....	92
(6) Marché commun (CEE).....	92
715 - 716 Dossiers relatifs au Marché Commun (CEE). 1957-1982.....	92
722 - 723 Dossier relatif aux politiques commerciales européennes (livre vert). 1997-1998.....	92
(7) Statistiques économiques.....	93
728 - 729 Dossier relatif aux statistiques économiques. 1951, 1967- 1971.....	93
(8) Création d'emplois dans les PME.....	93
c. Formation professionnelle.....	93
(1) Généralités.....	93
733 - 737 Dossiers relatifs à la formation et au perfectionnement professionnels. 1948-1996.....	93
(2) Apprentissage.....	94
(3) Perfectionnement professionnel.....	94
d. Problèmes de la distribution.....	95
(1) Généralités.....	95
(2) Méthodes de vente.....	95
753 - 756 Dossiers relatifs à la vente à tempérament et au crédit à la consommation. 1953-1998.....	95
757 - 758 Dossiers relatifs à la vente en solde et à la vente à prix réduit. 1955-2000.....	95
759 - 760 Dossiers relatifs à la vente avec primes. 1953-1970.....	96
768 - 769 Dossiers relatifs à la vente à distance. 1991-1999.....	96
(3) Commerce ambulants.....	96
770 - 774 Dossiers relatifs au commerce ambulants. 1953-2001.....	96
(4) Adjudications et sous-traitance, marchés publics (Interregio).....	97
(5) Grands organismes de distribution (AGED).....	97

(6) Nouvelles techniques dans la distribution.....	97
(7) Export-Belgexport.....	97
(8) Publicité radio et TV.....	98
(9) Commerce de gros.....	98
(10) Achats en commun et coopération.....	98
e. Crédit.....	98
(1) Généralités.....	98
787 - 791 Dossiers relatifs au crédit. 1952-1990.....	98
(2) Caisse nationale de crédit professionnel.....	98
792 - 793 Dossier relatif à la Caisse nationale de crédit professionnel. 1952-2001.....	99
(3) Mise en gage de la facture.....	99
(4) Société nationale de crédit à l'industrie.....	99
(5) Société nationale d'investissement.....	99
(6) CGER.....	99
(7) Reconversion PME (Fonds d'assainissement).....	99
(8) Commission bancaire.....	100
f. Réglementation économique.....	100
(1) Généralités.....	100
(2) Accès à la profession.....	100
(a) Généralités.....	100
808 - 819 Dossiers relatifs à l'accès à la profession. 1949-1999....	100
(b) Secteur de la distribution.....	101
(c) Conseil d'établissement.....	101
822 - 852 Dossiers relatifs à la loi d'établissement des professions réglementées. 1959-1985.....	101
853 - 854 Dossiers relatifs à la loi d'établissement (projet d'arrêté royal). 1971-1972.....	103
856 - 858 Dossiers relatifs aux statistiques concernant l'accès à la profession. 1968-1988.....	104
859 - 939 Dossiers relatifs aux professions réglementées. 1953- 2004.....	104
861 - 864 Opticiens. 1953-1995.....	104
870 - 872 Boulangers-pâtisseries. 1959-2001.....	105
875 - 877 Entrepreneurs de travaux publics et privés. 1959-1982.	105
880 - 881 Installateurs en chauffage central. 1959-1989.....	105
886 - 887 Courtiers en assurances. 1959-1995.....	106
891 - 893 Imprimeurs, relieurs, photographes. 1961-1995.....	106
895 - 896 Installateurs sanitaires. 1961-1984.....	106
898 - 899 Électriciens. 1961-1996.....	107
909 - 910 Techniciens en prothèse dentaire. 1967-1997.....	107
(3) Registre du commerce.....	109
940 - 942 Dossiers relatifs au registre de commerce. 1952-1999.....	109
(4) Repos hebdomadaire et fermeture du soir.....	110
946 - 949 Dossiers relatifs au repos hebdomadaire et à la fermeture du soir. 1953-2003.....	110
950 - 972 Dossiers relatifs à la fermeture des magasins dans certains commerces. 1960-1995.....	110
950 - 952 Commerce d'alimentation. 1960-1989.....	110
954 - 956 Boulangers-pâtisseries. 1960-1995.....	111
963 - 964 Coiffeurs. 1961-1962.....	111

973 - 974 Avis relatifs au repos hebdomadaire. 1960-1963.....	112
(5) Étrangers.....	112
(6) Travail frauduleux.....	112
(7) Cumuls.....	112
g. Sociétés commerciales.....	112
h. Mesures de protection contre des tiers.....	113
i. Réforme de structure.....	113
j. Police du commerce, pratique du commerce et abus de puissance économique.....	114
992 - 1001 Projets de lois et documents parlementaires relatifs à la police du commerce, à la pratique du commerce et à l'abus de puissance économique. 1960-1999.....	114
1003 - 1012 Dossiers relatifs à l'indication des prix et quantités et à l'étiquetage. 1945-2001.....	114
1003 - 1005 Contrôle de la qualité et de la composition. 1945-1996.....	114
1006 - 1007 Articles de marque et marques de qualité. 1982, 1992- 1998.....	115
1008 - 1009 Hygiène en cours de fabrication des marchandises, conditionnement, etc. 1976-1987, 1998-2000.....	115
1010 - 1011 Étiquetage de la viande. 1997, 2000-2001.....	115
1013 - 1014 Dossiers relatifs à la politique des prix. 1952-1993.....	115
1017 - 1020 Dossiers relatifs à la réglementation des dénominations et composition des produits. 1982-2001.....	116
1021 - 1022 Dossiers relatifs aux substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement. 1976-1999.....	116
C. Gestion des questions sociales.....	116
1. Correspondance.....	116
a. Généralités.....	116
b. Sécurité sociale des salariés et réforme de l'ONSS.....	116
c. Sécurité sociale des travailleurs indépendants.....	117
d. Questions relatives aux indépendants.....	118
1044 - 1048 Correspondance relative à la simplification des formalités administratives (COMFORM). 1982-2000.....	118
e. Politique familiale.....	118
f. Questions relatives aux salariés et appointés.....	119
2. Dossiers.....	119
a. Généralités.....	119
b. Sécurité sociale des salariés et réforme de l'ONSS.....	119
1055 - 1057 Dossiers relatifs à la sécurité sociale des salariés et la réforme de l'ONSS. 1970-1994.....	119
1058 - 1059 Dossiers relatifs aux charges sociales des PME. 1952-1986.	119
1065 - 1066 Dossiers relatifs à l'emploi et au chômage. 1953-1999.....	120
c. Sécurité sociale des travailleurs indépendants.....	121
(1) Généralités.....	121
1081 - 1085 Dossiers relatifs au statut social et au groupe de travail " Statut social des indépendants ". 1952-2002.....	121
(2) Pension.....	122
1087 - 1091 Dossiers relatifs à la pension des indépendants. 1952- 2000.....	122
(3) Allocations familiales.....	122
1092 - 1096 Dossiers relatifs aux allocations familiales. 1952-1999..	122

(4) Assurance maladie-invalidité.....	122
(5) Salaire différé dans les exploitations familiales.....	123
(6) Accidents du travail.....	123
(7) Incapacité de travail.....	123
d. Questions relatives aux indépendants.....	123
(1) Construction d'habitations à bon marché.....	123
(2) Conseils de prud'hommes.....	123
(3) Simplifications des formalités administratives (COMFORM).....	124
1108 - 1112 Dossiers relatifs aux simplifications des formalités administratives (COMFORM). 1975-1998.....	124
1110 - 1111 Commission chargée de l'étude de la simplification des formalités administratives imposées aux petites et moyennes entreprises et aux indépendants. 1982-1998.....	124
1113 - 1189 Avis. 1976-1998.....	124
(4) Auditforum.....	130
e. Politique familiale.....	131
f. Questions relatives aux salariés et appointés.....	131
1194 - 1197 Dossiers relatifs aux contrats de travail. 1952-1996.....	131
g. Informatisation de la sécurité sociale.....	132
1203 - 1205 Dossiers relatifs à l'informatisation de la sécurité sociale. 1987-1998.....	132
h. Réforme de l'organisation judiciaire.....	132
i. Charte sociale européenne.....	132
j. Administration sociale à tenir par les employeurs.....	132
D. Gestion des questions fiscales.....	132
1. Correspondance.....	132
a. Impôts (en général).....	132
b. Impôts directs.....	133
c. Taxes et droits de timbre.....	133
d. Commissions fiscales.....	133
2. Dossiers.....	134
a. Impôts (en général).....	134
1227 - 1228 Dossiers relatifs à la loi unique. 1960-1961.....	134
b. Impôts directs.....	134
c. Taxes et droits de timbre.....	134
1238 - 1241 Dossiers relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée. 1961-1992.	135
d. Régime de l'alcool.....	135
e. Commissions fiscales.....	135
E. Gestion des questions propres aux professions libérales.....	136
1. Correspondance.....	136
a. Formation professionnelle.....	136
b. Sociétés civiles.....	136
c. Réglementation de l'accès aux professions libérales.....	136
d. Déontologie.....	136
e. Honoraires d'experts pour les tribunaux.....	136
f. Problèmes fiscaux.....	137
g. Promotion d'emploi dans les professions libérales.....	137
h. Protection du titre et de l'exercice professionnel.....	137
1260 - 1265 Correspondance relative à la protection du titre et de l'exercice professionnel. 1987-1996.....	137
2. Dossiers.....	137

a. Généralités.....	137
b. Formation professionnelle.....	137
c. Sociétés civiles.....	138
d. Réglementation de l'accès aux professions libérales.....	138
1272 - 1273 Dossiers relatifs aux professions libérales dans la CEE. 1970-1986.....	138
e. Déontologie.....	138
f. Droit de propriété.....	139
g. Problèmes fiscaux.....	139
h. Promotion d'emploi dans les professions libérales.....	139
i. Protection du titre et de l'exercice professionnel.....	139
1285 - 1306 Dossiers relatifs à la protection du titre et de l'exercice professionnel. 1969-2005.....	139
1286 - 1289 Consultant immobilier. 1978-2000.....	139
1290 - 1291 Comptable. 1970-2005.....	140
1295 - 1297 Géomètre et expert immobilier. 1990-1999.....	140
j. Contrats.....	141
1307 - 1308 Dossiers relatifs à la publicité et aux clauses abusives. 1984-2002.....	141
F. Gestion de questions relatives à des organismes similaires à l'étranger.....	141
1. Correspondance.....	141
2. Dossiers.....	142
G. Gestion d'autres questions.....	143
1. Correspondance.....	143
2. Dossiers.....	143

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises
(CSIPME)

Période:

1945-2011

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0510.2400

Etendue:

- Etendue inventoriée: 44.00 m
- Dernière cote d'inventaire: 1332.00

Dépôt d'archives:

Algemeen Rijksarchief / Archives générales du Royaume

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

À l'exception des archives contenant des données à caractère personnel, les archives de plus de 30 ans sont librement consultables. Il en va de même en ce qui concerne les archives de moins de 30 ans ayant fait l'objet d'une publication (rapports annuels,...).

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des archives, les règlements et tarifs en vigueur aux Archives générales du Royaume sont d'application.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Le Conseil supérieur des classes moyennes et des indépendants utilise pour classer ses dossiers une arborescence avec des codes chiffrés (classement décimal). Ces codes sont repris sous chaque description si nécessaire. Il est repris in extenso ci-dessous (VII. Annexe).

Aussi, dans la troisième partie de l'inventaire " Gestion des questions liées aux classes moyennes et indépendants ", il existe un fichier, voir le n° 606, pour les thématiques " loi d'établissement des professions réglementées " (classement décimal 251, fiches roses) , " repos hebdomadaire des professions réglementées " (classement décimal 255, fiches bleues), " simplification des formalités administratives COMFORM " (classement décimal 333, fiches blanches) et " professions libérales " (classement décimal 78, fiches vertes). Voir les numéros 808-939, 950-972, 1108-1112, 1285-1306.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises
(CSIPME)

Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
(HRZKMO)

HISTORIQUE

L'histoire du Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises (CSIPME) est intimement liée à celle du département ministériel dont il dépendait ¹.

Au XIXe siècle, le nombre de départements ministériels est très limité. Les problèmes de l'industrie et du travail sont souvent confiés au même ministre. Quant aux problèmes de la petite industrie et du petit commerce, ils ne bénéficient pas d'un traitement particulier ². Avec l'avènement du XXe siècle, on voit apparaître un embryon de structure administrative consacrée aux problèmes des classes moyennes et en 1932, le terme " classes moyennes " se trouve, pour la première fois, dans le titre d'un ministre, le premier ministre de Broqueville ³... Mais voyons un peu comment tout cela a débuté... et ce qu'on entend par " classes moyennes ".

CLASSES MOYENNES ", ESSAI DE DÉFINITION

Évidemment, la notion de " classes moyennes " est assez confuse. " Outre les petits commerçants, les restaurateurs-hôteliers et les cafetiers, la Classe moyenne comprend les fonctionnaires, les employés, les chefs des petites et moyennes entreprises industrielles, les agriculteurs, les rentiers et les pensionnés. Parfois, on y ajoute encore ceux qui exercent une profession libérale " ⁴. Finalement, elle désigne le secteur socio-économique recouvrant

-
- 1 Une partie de ce texte est tiré de JACQUEMIN Madeleine, Archives de la Direction générale de la Politique des PME du SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie. Dossier d'étude et de préparation du tableau de tri. 2014, Bruxelles, AGR, 2014, p. 15-25.
 - 2 KURGAN-VAN HENTENRYK Ginette et JAUMAIN Serge (éd.), Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914, Bruxelles, 1992 ; JAUMAIN Serge, Les petits commerçants belges face à la modernité (1880-1914), Bruxelles, 1995.
 - 3 OLIVIER Louis, Les Classes moyennes. Un bilan positif. Un avenir en progrès, Bruxelles, février 1974, p. 9.
 - 4 Ainsi s'exprimait Fernand Collin, Commissaire royal aux Classes moyennes, artisanales et commerçantes (AR 28 octobre 1936, publié dans le MB le 30 octobre suivant). COLLIN Fernand, Rapport sur les Classes moyennes. Artisanales et commerçantes, Bruxelles, 1937 (2e édition), p. 15.

les classes sociales " intermédiaires " entre les propriétaires de gros capitaux et les salariés, ou encore les petites et moyennes entreprises (petite et moyenne industrie, petit et moyen commerce, petite et moyenne entreprise de prestation de services, artisanat), auxquelles s'ajoutent la catégorie des professions libérales et les autres professions indépendantes à caractère intellectuel ⁵.

899-1934

En 1899 ⁶, un bureau spécial, dénommé " Étude des questions relatives aux classes moyennes ", est créé au sein du Ministère de l'Industrie et du Travail, en vue de l'étude du problème des classes moyennes. En 1898, un bureau ayant ces mêmes attributions est mentionné auprès de la 2e section de l'Office du Travail.

Ce service est chargé de :

- s'informer sur les solutions utilisées à l'étranger en faveur des petits commerçants et des petits industriels ;
- promouvoir l'esprit d'association économique ;
- permettre l'extension de l'enseignement professionnel d'après des méthodes nouvelles et, enfin, de participer aux congrès internationaux sur la petite bourgeoisie.

Au cours de la première moitié du XXe siècle, deux importantes sphères d'intervention des autorités en faveur de cette classe moyenne sont l'enseignement technique, ainsi que la promotion et l'aide à l'acquisition du petit outillage. En matière de formation, l'intervention du ministère se traduit par des aides financières et des campagnes de promotion en faveur de l'enseignement technique et professionnel. Ressenti comme une nécessité pour la petite bourgeoisie face à la concurrence du grand commerce et de la grande industrie, ce type de formation est perçu comme un atout permettant à la classe moyenne de se distinguer par la qualité de sa production et de son travail. Pour faire face à la grande industrie, l'amélioration du petit outillage et des campagnes de sensibilisation auprès des artisans sur la nécessité de transformer l'outillage apparaissent comme des priorités. Des subsides sont prévus afin de financer l'acquisition de ce nouveau matériel. Enfin, le ministère agréé des syndicats d'outillage dont la mission consiste à prodiguer des conseils techniques, à servir d'intermédiaires lors des achats et à collaborer à l'organisation de crédits ⁷. Aussi, après la Première Guerre mondiale, les

5 " Le Conseil supérieur des Classes moyennes ", dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 612, Bruxelles, 7 septembre 1973, p. 2 ; JAUMAIN Serge, Les petits commerçants belges face à la modernité (1880-1914), Bruxelles, 1995, p. 16-18.

6 HEYRMAN Peter, " Het voormalige Ministerie van Middenstand ", dans Bronnen voor de studie van het hedendaagse België, 19e-21e eeuw, Bruxelles, 2009, p. 470-472 ; JAUMAIN Serge, op. cit., Bruxelles, 1995, p. 147 ; WELLENS Robert, " Les archives du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture. Historique - Organigramme - Inspection des archives ", dans Surveillance d'archives. Actes de la journée d'étude tenue à Bruxelles le 15 septembre 1997, Bruxelles, 1998, p. 39.

7 TERRIZZI Rosa, Les ministères de l'Emploi et du Travail et de la Prévoyance sociale (1895-1990). III. Aperçu des compétences, Bruxelles, AGR, 1994, p. 61-63, 88.

féderations professionnelles créées en vue de défendre les intérêts économiques, professionnels, sociaux et moraux de leurs membres, connaissent énormément de succès. Ces fédérations professionnelles d'artisans, de petits industriels et de commerçants qui exercent une même profession, sont très actives et rendent des services innombrables et variés à leurs membres. Outre ces fédérations professionnelles, apparaissent également des fédérations interprofessionnelles qui ont pour objet d'étudier et d'approfondir les problèmes économiques et sociaux des travailleurs indépendants et des classes moyennes, non plus par profession mais dans leur ensemble. Le rôle de ces fédérations interprofessionnelles dépasse les intérêts purement professionnels et concerne l'examen des problèmes communs auxquels les classes moyennes sont confrontées ⁸.

Par l'AR du 15 janvier 1906 ⁹, un Office des Classes moyennes est institué auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail. L'Office est organisé par l'AR du 15 décembre 1906 (MB des 17-18 décembre 1906). Sa structure est fixée par l'AM du 20 décembre 1906 ¹⁰:

- 1ère section : Statistique, législation, enseignement technique extrascolaire, vulgarisation, affaires générales

- 2ème section : Enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager ¹¹

- Inspection de l'Enseignement industriel et professionnel.

Les services de l'Office sont scindés en deux par arrêté royal du 25 mars 1908 ¹²: une Administration de l'enseignement industriel et professionnel et un Office des Métiers et Négoces voient le jour. Celui-ci a pour mission de recueillir et de coordonner des renseignements sur la situation de la petite industrie et du commerce de détail ; d'étudier et de faire connaître le mouvement et les effets de la législation étrangère concernant les unions professionnelles, les institutions de crédit mutuel et coopératif et, en général, l'organisation du petit crédit; de rechercher les conditions d'apprentissage les meilleures dans les ateliers et à domicile et de les propager, notamment en suscitant la formation de contrats d'apprentissage avec l'organisation d'examens spéciaux ; etc. ¹³.

-
- 8 AGR, Archives du Conseil supérieur des Indépendants et des PME, n° 88 : " Brochure consacrée à l'historique et à l'action du Conseil supérieur des Classes moyennes ", Institut économique et social des Classes moyennes, n° 4-5, 1981, p. 13-14 (ci-après " Brochure... ").
- 9 MB du 21 janvier 1906 ; GUINAND Michel, Le premier ministère des Affaires économiques (1917-1926) et les ministères de l'Intendance (1917-1918) et de la Reconstruction nationale (1918). Deuxième partie : étude des compétences, Bruxelles, AGR, 1993, p. 23 ; JAUMAIN Serge, op. cit., Bruxelles, 1995, p. 147-149 ; TERRIZI Rosa, Les ministères de l'Emploi et du Travail et de la Prévoyance sociale (1895-1990). I, p. 83 ; TERRIZI Rosa, op. cit. III, p. 63.
- 10 TERRIZI Rosa, op. cit. I, p. 83, note 85.
- 11 Rattaché à l'Office par l'AR du 15 janvier 1906 (MB du 21 janvier 1906). TERRIZI Rosa, op. cit. I, p. 84, note 86.
- 12 MB du 27 mars 1908. GUINAND Michel, Le premier Ministère des Affaires économiques (1917-1926) et les ministères de l'Intendance (1917-1918) et de la Reconstruction nationale (1918). Première partie : étude de l'organisation de l'administration centrale et répertoire des commissions et parastataux qui en dépendent, Bruxelles, AGR, 1992, p. 59, note 105 ; TERRIZI Rosa, op. cit. III, p. 88.
- 13 COLLIN Fernand, op. cit., p. 20-23 ; GUINAND Michel, Le premier Ministère des Affaires économiques (1917-1926). Deuxième partie, p. 23 ; TERRIZI Rosa, op. cit. I, p. 87, 90, 94.

Le 5 février 1909 est institué, par arrêté royal, le premier Conseil supérieur des Métiers et Négoces¹⁴. Ce Conseil a un caractère purement consultatif : il a pour mission de délibérer sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre intéressé concernant les intérêts économiques et professionnels des artisans, petits industriels et détaillants. Les membres ont le droit d'attirer l'attention du Conseil sur ces problèmes et celui-ci peut, de sa propre initiative, soumettre des propositions ou présenter des requêtes au gouvernement¹⁵.

De 1922¹⁶ à 1926, l'Office des Métiers et Négoces (et de la coopération)¹⁷ fait partie du Ministère des Affaires économiques¹⁸. Il est composé de trois sections¹⁹. Il reçoit dans ses attributions le service relatif aux sociétés coopératives, jusque-là attaché à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. En 1923, un service d'inspection y est attaché pour inspecter les institutions relevant des deux premières sections²⁰.

- 1ère section : Intérêts économiques et professionnels des artisans, petits patrons et détaillants. Formation professionnelle et apprentissage. Examens. Associations et syndicats. Publication. Bibliothèque.

- 2ème section : Enseignement professionnel. Crédit. Police du commerce. Législation. Conseil supérieur des métiers et négociants.

- 3ème section : Procédés techniques et outillage. Conférences. Expositions.

De 1926²¹ à 1934, les compétences liées aux classes moyennes sont transférées au Ministère de l'Agriculture qui reprend les compétences relatives aux Services des affaires économiques, et qui, à partir du 11 juillet 1932, prend le nom de Ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes²². Le service change également de nom et devient la Direction de l'Office des Classes moyennes²³, composée de trois bureaux :

- 1er Bureau : Affaires générales, législation comparée, exécution des lois et arrêtés ;

- 2ème Bureau : Outillage et technique de l'artisanat ;

- 3ème Bureau : Formations et associations professionnelles ; Comptabilité.

Lorsque, sous l'impulsion de Fernand Van Ackere et sur proposition de H. Baels, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sont créées par arrêtés

14 MB du 28 février 1909 ; GUINAND Michel, Le premier Ministère des Affaires économiques (1917-1926). Deuxième partie, p. 24 ; JAUMAIN Serge, op. cit., p. 150-151 ; " Le Conseil supérieur des classes moyennes ", dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 612, 7 septembre 1973, p. 6.

15 " Brochure... ", p. 13.

16 Il est rattaché aux Affaires économiques par AR du 31 décembre 1921, entrant en vigueur le 1er janvier 1922 (MB du 20 janvier 1922).

17 Par l'AM du 21 octobre 1921 (MB des 7-8 novembre 1921) ; TERRIZZI Rosa, op. cit. I, p. 94, note 110.

18 GUINAND Michel, op. cit. Première partie, p. 59-74 ; GUINAND Michel, op. cit. Deuxième partie, p. 11.

19 AR du 31 décembre 1921 (MB 20 janvier 1922). TERRIZZI Rosa, op. cit. I, p. 94, note 110.

20 GUINAND Michel, op. cit. Première partie, p. 63.

21 L'AR du 24 février 1926 (MB du 26 février) supprime le ministère et rattache ses attributions au département de l'Agriculture. BOURGEOIS Pascale e.a., Het Ministerie van Landbouw, p. 88, note 135; GUINAND Michel, op. cit. Première partie, p. 69, note 112.

22 Par l'AR du 11 juillet 1932 (MB du 16 juillet) ; BOURGEOIS Pascale e.a., Het Ministerie van Landbouw, p. 89, note 137.

23 Par l'AR du 19 août 1926 (MB du 27 août) ; BOURGEOIS Pascale e.a., op. cit., p. 88, note 135, p. 92-93, note 148 ; GUINAND Michel, op. cit. Première partie, p. 74, note 127.

royaux des 24 janvier 1928 et 2 juin 1931 les Chambres des métiers et négoce, la structure et la composition du Conseil supérieur sont modifiées. Il prend alors la dénomination de Conseil supérieur des Classes moyennes et compte 32 membres parmi lesquels 16 représentants des Chambres des métiers et négoce. Dix sont nommés par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions et cinq sont cooptés par le Conseil. Le Directeur général du Service des Classes moyennes devient d'office membre du Conseil, avec voix délibérative ²⁴.

1934-1947

En 1934, de nombreux changements sont opérés au sein des ministères qui disposent de compétences en relations avec les classes moyennes. C'est ainsi qu'entre 1934 et le début de la Seconde Guerre mondiale, les classes moyennes font tour à tour partie de différents ministères, entre autres le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Affaires économiques. En effet, dans l'entre-deux-guerres, il devient de plus en plus évident que les problèmes de la petite industrie et du petit commerce méritent une attention particulière. La crise de 1929 a particulièrement touché les classes moyennes. Leurs besoins en matière de crédit et de formation professionnelle, par exemple, se présentent d'une manière différente par rapport à la grande industrie ²⁵. L'arrêté royal du 10 janvier 1934 ²⁶ institue le Ministère de l'Industrie, des Classes moyennes et du Commerce intérieur. Il change de nom quelques mois plus tard, par l'arrêté royal du 12 juin 1934, et devient le Ministère des Affaires économiques ²⁷. Le nouveau ministère ne doit pas être confondu avec le premier département des Affaires économiques qui a existé entre 1917 et 1926. Ce dernier était essentiellement un ministère de la Reconstruction, et il n'y a aucun souci de continuité entre le premier et le second ministère ²⁸. Le nouveau Ministère des Affaires économiques est constitué par un regroupement d'attributions provenant de divers ministères, à savoir :

- l'Office des Classes moyennes, détaché du Ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes,
- les attributions relatives au commerce détachées du ministère des Affaires étrangères,
- les directions de l'industrie, des mines et de l'enseignement professionnel industriel et ménager, détachées du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Une réorganisation administrative est effectuée, par l'AR du 7 mars 1938 ²⁹, soit quatre ans après la création du Ministère des Affaires économiques. Un Service d'Étude et un Service de Contrôle commun à tous les services du ministère est institué dans un souci de rationalisation administrative. La même

24 " Brochure... ", p. 13.

25 OLIVER Louis, op. cit., p. 9.

26 MB du 11 janvier 1934 ; ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, Le Ministère des Affaires économiques (1934-1992). I. Étude de l'organisation et répertoire des commissions et parastataux, Bruxelles, AGR, 1994, p. 33, note 24.

27 MB du 13 juin 1934.

28 ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, op. cit., p. 29-32.

29 MB du 10 mars 1938.

année, l'Institut économique et social des Classes moyennes est chargé d'étudier les problèmes particuliers de cette couche de la population qui affirme petit à petit son originalité ³⁰.

Le Ministère des Affaires économiques change très souvent de dénomination entre 1934 et 1940. Si les classes moyennes ³¹lui sont jointes la plupart du temps, l'Agriculture, en 1938, puis le Ravitaillement en 1940 ne font qu'un court passage aux côtés des Affaires économiques ³². Au niveau de l'organisation interne des directions, mentionnons encore, outre l'intégration des attributions de l'industrie au sein de l'administration du Commerce intérieur dès 1936, l'apparition de l'Office central des Contingents et Licences en 1938.

L'effort d'organisation rationnelle du ministère est interrompu par la Seconde Guerre mondiale. Entretemps, le Ministère des Affaires économiques, qui bien que cela n'apparaisse pas dans sa dénomination, comprend toujours la Direction générale des Classes moyennes, reçoit l'Office central des Statistiques, futur Institut national de statistiques, en 1940, et voit la formation d'une Direction autonome des études et de la documentation.

À la libération, le gouvernement belge revenu d'exil décide d'abroger les décisions prises par les secrétaires généraux pendant l'occupation. L'arrêté royal organique du 29 juillet 1946 ³³, fixe ensuite le cadre général du département qui porte le nom de Ministère des Affaires économiques. La principale innovation est le regroupement de nombreux services au sein d'une Direction générale de l'Industrie et du Commerce. De plus, on assiste au démembrement du secrétariat général, qui subsiste uniquement dans un rôle de coordination générale et qui constitue un véritable cabinet du secrétaire général. De nouvelles administrations apparaissent également à cette occasion, comme le Service d'Études, dont la mise en place a été fort laborieuse. Il apparaît d'emblée comme un organe essentiel dans l'élaboration de la politique économique.

Peu après la guerre, divers départements ministériels sont créés dans le domaine économique. Après une existence éphémère, ils seront intégrés aux Affaires économiques : le ministère du Ravitaillement, fin 1948, le Ministère du

30 OLIVIER Louis, op. cit., p. 9.

31 Par l'AR du 21 janvier 1939, les Classes moyennes sont jointes à l'Agriculture pour former le Ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes. Mais elles sont détachées du ministère le 22 février suivant pour être rattachées au Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (BOURGEOIS Pascale e.a., op. cit., p. 97, notes 157-158).

32 En vertu de l'AR du 24 novembre 1937 (MB du 26 novembre 1937), le Ministère des Affaires économiques prend la nouvelle dénomination de Ministère des Classes moyennes et des Affaires économiques. Le 15 mai 1938 (MB du 16 mai 1938), il devient le Ministère des Affaires économiques, des Classes moyennes et de l'Agriculture. Le 21 janvier 1939, il porte le nom de Ministère des Affaires économiques (MB du 22 janvier 1939) et un mois plus tard, le 22 février 1939 (MB du 23 février 1939), il est à nouveau baptisé Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes. Le 5 janvier 1940, son nom est changé en Ministère des Affaires économiques, des Classes moyennes et du Ravitaillement (MB du 6 janvier 1940, 2ème éd.) et le 12 août de la même année, il redevient le Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes. ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, op. cit., p. 39, note 42, p. 45, notes 63-65, p. 51, notes 82-83 ; BOURGEOIS Pascale e.a., op. cit., p. 97, notes 156-158.

33 MB des 5-6 août 1946.

Combustible et de l'Énergie et le département du Rééquipement national, en 1949³⁴.

La compétence des classes moyennes est attribuée au Ministère des Affaires économiques et le reste jusqu'en 1954, date de la création d'un ministère indépendant.

1947-1954

Après la guerre, en 1947, la déclaration gouvernementale reconnaît explicitement le nombre et la spécificité des problèmes des classes moyennes³⁵.

À partir du 20 mars 1947³⁶, le département porte à nouveau le nom de Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes. Il est composé de huit administrations dont une est spécifiquement consacrée aux classes moyennes³⁷:

- Secrétariat général
- Services généraux
- Documentation, études générales
- Administration des Mines
- Institut national de Statistique
- Direction générale de l'Industrie et du Commerce
- Classes moyennes
- Service du ravitaillement

L'Administration des Classes moyennes comporte quatre services : Service technique et sociologique ; Contrôle de l'apprentissage ; Commerce ambulants et professions exercées par des étrangers ; Secrétariat et contrats d'apprentissage.

Le 3 décembre 1947, le Gouvernement dépose à la Chambre le projet de loi portant organisation de l'Économie. Ce projet de loi aboutit à la loi du 20 septembre 1948³⁸ qui crée le Conseil central de l'Économie, les Conseils professionnels et les Conseils d'entreprise. À l'origine, ce projet de loi comporte également un chapitre consacré à l'organisation des petites entreprises, du commerce de détail et de l'artisanat. Le but est de créer au niveau général et national, un organe représentatif des Classes moyennes. Mais finalement ce chapitre est retiré du projet de loi et un nouveau projet de loi sur l'organisation du Conseil supérieur des Classes moyennes est élaboré. Ce projet de loi trouve sa consécration dans la loi du 2 mai 1949³⁹ qui crée un nouveau Conseil supérieur des Classes moyennes doté de la personnalité civile, le Conseil

34 BOURGEOIS Pascale, Le Ministère du Combustible et de l'Énergie (1947-1948), le Ministère du Rééquipement national (1946-1947), le Ministère de la Coordination économique et du Rééquipement national (1947-1948), le Ministère de la Coordination économique (1948-1949). Organisation et compétence, Bruxelles, AGR, 1992.

35 OLIVIER Louis, op. cit., p. 9.

36 Par AR du 20 mars 1947 (MB du 23 mars), le ministère change de dénomination.

37 ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, op. cit., p. 77-83.

38 " Le Conseil supérieur des classes moyennes ", dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 612, 7 septembre 1973, p. 6.

39 Moniteur belge du 2 juin 1949.

national des Métiers et Négocees et le Conseil national des fédérations interprofessionnelles. Le rôle des Chambres provinciales des Métiers et Négocees est également fixé par la loi ⁴⁰. La loi du 2 mai 1949 est complétée par les arrêtés royaux d'exécution du 5 octobre 1950 modifiés par les AR des 2 mai 1951, 4 juin 1951 et 6 novembre 1951. Son champ d'action s'étend à l'artisanat, au petit et moyen commerce et à la petite industrie ⁴¹.

En 1954, le Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes est définitivement scindé ⁴². Devant l'importance et le caractère spécialisé des tâches à accomplir en faveur des classes moyennes, un département ministériel autonome est institué le 23 avril 1954, sous la direction du sénateur libéral Oscar Bossaert (1887-1956), au sein d'un gouvernement libéral-socialiste ⁴³.

La Direction générale des Classes moyennes du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes est transférée au Ministère des Classes moyennes par l'AR du 15 juin 1954. Elle est composée des services suivants ⁴⁴:

- Affaires techniques et sociologiques
- Études et enquêtes
- Réglementations économiques, sociales, professionnelles
- Étrangers, ambulants, bouchers
- Crédit, décorations, représentation des classes moyennes
- Greffe du Conseil d'enquête économique pour étrangers
- Perfectionnement et formation professionnelles dans les métiers et négocees

1954-1994

⁴⁵La compétence du nouveau ministère s'étend sur les domaines économiques et sociaux relatifs aux petites et moyennes entreprises, aux personnes exerçant les professions libérales et intellectuelles et aux autres travailleurs indépendants ⁴⁶. Le ministère a pour mission de défendre, représenter et promouvoir les classes moyennes et d'assumer la tutelle sur un certain nombre

40 " Brochure... ", p. 15-16 ; OLIVIER Louis, op. cit., p. 9.

41 " Le Conseil supérieur des classes moyennes ", dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 612, 7 septembre 1973, p. 6.

42 Par l'arrêté royal de nomination de ministres, du 23 avril 1954 (MB du 25 avril), les départements des Affaires économiques et des Classes moyennes sont scindés. Mais ce n'est que suite à l'AR du 15 juin 1954 (MB du 25 juin) que la Direction générale des Classes moyennes est transférée des Affaires économiques au département des Classes moyennes. ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, op. cit., p. 84, note 180.

43 Ce qu'il faut savoir de... Le Ministère des Classes moyennes, Bruxelles, 1978, p. 3 ; OLIVIER Louis, op. cit., p. 9.

44 Organigramme établi sur base de la structure donnée dans l'AR du 9 novembre 1953 (MB du 11 novembre 1953), portant fixation du cadre organique du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes. ANNAERT Philippe et GUINAND Michel, op. cit., p. 84, note 179, et p. 93 ; Guide des ministères. Revue de l'Administration belge. 1954-1955, Bruxelles, 1955, p. 177.

45 Sauf en 1972-1973 : Ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes (AR du 21 janvier 1972, AR 26 janvier 1973) et en 1977-1980 : Ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes (AR 3 juin 1976, AR 22 octobre 1980). Cf. BOURGEOIS Pascale e.a., Het Ministerie van Landbouw, p. 138, notes 259-263.

46 Ce qu'il faut savoir de, p. 3 ; OLIVIER Louis, op. cit., p. 9-10.

d'organismes para-étatiques : l'Institut économique et social des Classes moyennes, le Conseil supérieur des Classes moyennes ⁴⁷, l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Le nouveau ministère est composé des services suivants :

- Affaires techniques, sociologiques et crédits
- Études et enquêtes
- Réglementations économiques, sociales, professionnelles
- Étrangers, ambulants, bouchers
- Décorations, représentations des classes moyennes
- Greffe du Conseil d'enquête économique pour étrangers
- Perfectionnement et formation professionnelles, dans les métiers et négoce

Le département des Classes moyennes consolide et développe ses activités en faveur des indépendants. Un réseau législatif général ou propre aux indépendants est progressivement constitué. Il comprend des lois telles que celles sur le registre de commerce et le commerce ambulants, ainsi que les lois qui concernent l'accès à la profession, l'expansion économique et l'artisanat. Les activités de crédit et de formation professionnelles reçoivent des impulsions nouvelles, mais surtout, le statut social des indépendants est progressivement constitué (allocations familiales, assurance-maladie, pension). Ces mesures, tantôt protectionnistes, tantôt de promotion économique et sociale, sont souvent prises sous la pression des événements et de l'évolution économique et sociale. Des organisations de classes moyennes mais aussi les pressions des indépendants eux-mêmes contribuent à l'adoption de mesures ⁴⁸. Le ministère voit donc son cadre se développer dans les années 1960 et 1970, et ce jusqu'en 1980, comptant alors jusqu'à cinq grandes administrations, en plus du Secrétariat général qui assure la coordination des activités des diverses administrations, ainsi que l'unité d'action et de jurisprudence, en conformité avec les orientations données par le Cabinet du ministre ⁴⁹:

- Secrétariat général
- Administration des services généraux ⁵⁰
- Administration des Affaires sociales ⁵¹
- Administration de la Réglementation ⁵²

47 Institué par la loi organique du 2 mai 1949.

48 Ce qu'il faut savoir de, p. 10.

49 Guide des ministères. Revue de l'Administration belge. 1980-1981, Bruxelles, 1982, p. 335-338. En 1978, le Ministère des Classes moyennes dispose d'un personnel de 519 agents. Ce qu'il faut savoir de, p. 4-39.

50 Cette administration a pour tâche d'assurer la bonne marche administrative du département. Ce qu'il faut savoir de, p. 7-9.

51 L'Administration des Affaires sociales est compétente pour ce qui concerne le statut social des travailleurs indépendants et des aidants. Ce qu'il faut savoir de, p. 15-18.

52 Cette administration se divise en trois branches principales. La Direction de la Réglementation assure des devoirs variés (accès à la profession, professions intellectuelles prestataires de services, repos hebdomadaire obligatoire, fermeture obligatoire du soir, appellations d'origine, grandes surfaces commerciales). La Direction de la Représentation des Classes moyennes a pour mission les tâches qui découlent de l'exécution de diverses réglementations telles que celles qui concernent l'activité professionnelle indépendante des étrangers, le commerce ambulants, les licences pour bouchers-charcutiers et détaillants en produits de viandes. Elle est chargée en outre des problèmes relatifs à la représentation

- Administration de la Formation professionnelle ⁵³

- Administration de l'Expansion économique ⁵⁴

Le ministre a, en outre, sous sa tutelle, cinq établissements publics ⁵⁵:

- Le Conseil supérieur des Classes moyennes

- L'Office national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants

- La Caisse nationale de Crédit professionnel

- L'Institut économique et social des Classes moyennes

- L'Office central de Crédit hypothécaire

Après cette date, la moitié de ces services sont décentralisés, leurs attributions passant soit aux communautés, soit aux régions. En 1987, la Direction du Registre de Commerce est privatisée ⁵⁶. À la fin de 1994, il ne comporte plus que quatre directions générales, auxquelles s'ajoute le Secrétariat général ⁵⁷:

- Secrétariat général

- Administration des services généraux

- Administration des Affaires sociales

- Administration de la Réglementation

- Direction de la Formation professionnelle et de l'Accès aux professions intellectuelles prestataires de services.

Dès 1960, une nouvelle réforme est amorcée en vue de la restructuration du Conseil supérieur des classes moyennes. À l'origine de cette réforme se trouve le désir des professions libérales de participer à l'activité des divers organes consultatifs officiels, tant sur le plan économique que sur le plan social ⁵⁸.

La loi du 6 mars 1964 abroge la loi du 2 mai 1949. Elle étend la compétence du Conseil supérieur aux professions libérales et intellectuelles, sans en changer la mission. Elle modifie les structures du Conseil. Le Conseil national des métiers et négoce et le Conseil national des Fédérations interprofessionnelles

officielle des Classes moyennes et s'occupe des propositions d'octroi de distinctions honorifiques à leurs membres. Enfin, la Direction de l'Inspection est chargée d'effectuer les enquêtes d'usage, nécessaires à l'octroi de la carte professionnelle pour étrangers et de la carte de commerçant ambulant. Elle a aussi dans ses compétences la recherche et le constat de toutes les infractions relatives à des réglementations sur l'accès à la profession, les activités indépendantes exercées par les étrangers, etc. La Direction de l'Inspection assume en outre un rôle éducatif très important au cours de ces missions d'enquêtes : elle procure en effet, aux chefs d'entreprises les renseignements et informations nécessaires en ce qui concerne leurs droits et devoirs en matière d'accès à la profession. Ce qu'il faut savoir de, p. 19-36.

53 L'Administration de la Formation applique l'arrêté royal du 13 avril 1959 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce, abrogé et remplacé par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes. Ce qu'il faut savoir de, p. 37-39.

54 Elle s'occupe des problèmes liés à l'expansion économiques des petites et moyennes entreprises commerciales, industrielles et artisanales, des professions libérales et des métiers d'art. Elle a principalement dans ses attributions les problèmes de l'assistance technique, technologique et financière de ces entreprises. Ce qu'il faut savoir de, p. 10-14.

55 Ce qu'il faut savoir de, p. 4.

56 HEYRMAN Peter, op. cit., p. 471.

57 ANNAERT Philippe, " La situation des archives du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture ", dans Archives et Bibliothèques de Belgique, 1996, p. 106-107 ; Guide des ministères. Revue de l'Administration belge. 1994, Bruxelles, 1995, p. 271-274.

58 " Le Conseil supérieur des classes moyennes ", dans Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 612, 7 septembre 1973, p. 6.

sont remplacés respectivement par la Chambre nationale professionnelle des Classes moyennes et par la Chambre nationale interprofessionnelle des Classes moyennes. Les fédérations nationales professionnelles agréées sont groupées en 18 Bureaux interfédéraux. Une commission permanente est instaurée au Conseil supérieur des Classes moyennes et est composée exclusivement des membres qui représentent les professions libérales et intellectuelles. Le Conseil a également la compétence voulue pour instaurer d'autres commissions permanentes ou temporaires.

La loi du 6 mars 1964 est modifiée par la loi du 21 décembre 1970 . Elle a pour but d'octroyer une nouvelle compétence au Roi pour juger du caractère représentatif des fédérations nationales professionnelles et pour simplifier la procédure à suivre pour la désignation ou pour l'élection des membres. L'arrêté royal du 25 mars 1965 pris en exécution de la loi du 6 mars 1964 est lui-même modifié par l'AR du 2 avril 1968. Tous deux sont ensuite remplacés par l'AR du 29 octobre 1971, modifié lui-même par celui du 9 mars 1972 ⁵⁹.

La loi du 22 février 1977 crée une série de commissions spécialisées et supprime les Chambres nationales professionnelles et interprofessionnelles. Elle adjoint également 54 membres suppléants aux 54 membres du Conseil. Les membres suppléants peuvent participer activement aux réunions du Conseil et en cas d'absence du membre effectifs, ils ont voix délibérative. En outre, les membres effectifs et suppléants du Conseil sont répartis dans une section professionnelle et dans une section interprofessionnelle. L'arrêté royal du 28 mai 1979 ⁶⁰ coordonne les lois relatives à l'organisation du Classes moyennes.

995-2002

Les lois relatives à l'organisation des classes moyennes sont coordonnées le 28 mai 1979.

La fusion des Ministères des Classes moyennes et de l'Agriculture prend cours à la date du 1er janvier 1995. Conséquence logique de la fusion des deux ministères, une restructuration d'ensemble est opérée dans le cadre du nouveau département. Le nouveau ministère ainsi formé comprend le secrétariat général dont dépendent directement plusieurs services ⁶¹ et sept administrations :

Secrétariat général

Services généraux

Administration de la politique PME (DG 1)

Administration de la politique agricole (DG 2)

Administration de la gestion de la production agricole (DG 3)

Administration de la qualité des matières premières et du secteur végétal (DG

⁵⁹ Ibid., p. 7.

⁶⁰ Moniteur belge du 7 juillet 1979 (errata Moniteur belge du 9 novembre 1979) en même temps qu'un nouvel arrêté d'exécution du 4 juin 1979.

⁶¹ Le Secrétariat général assure la coordination générale interne du ministère. Il veille, en liaison avec le Ministre et son Cabinet, à l'exécution de la politique du Département. Il comprend les Services généraux et plusieurs autres services horizontaux. Guide des ministères. Revue de l'Administration belge. 1996, Bruxelles, 1997, p. 227-260.

4)

Administration de la santé animale et de la qualité des produits animaux (DG 5)

Administration de la recherche et du développement (DG 6)

Administration du statut social des indépendants (DG 7)

Cinq administrations aux missions purement agricoles côtoient deux autres dont les activités sont centrées sur les PME et les travailleurs indépendants ⁶²: DG 1 et DG 7. Des services généraux communs forment enfin l'ossature du ministère rénové ⁶³.

L'action de l'Administration de la politique PME (DG 1) concerne l'ensemble des petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants. Les missions de cette administration concernent, d'une part, l'exécution des législations visant la promotion des PME et des indépendants par les autorisations économiques, l'application des réglementations, l'inspection et les enquêtes économiques ainsi que la réglementation des professions intellectuelles prestataires de services ; et d'autre part, la connaissance et l'étude de la situation et des activités des PME et des indépendants ⁶⁴.

Cette administration se divise donc en deux grands services :

L'Inspection générale de la Réglementation : toute une série de législations ont pour but d'assurer la promotion des indépendants et des petites et moyennes entreprises. Cette inspection est chargée de l'exécution de ces législations (Autorisations économiques, professions commerciales et artisanales, organisation des classes moyennes et inspection, professions intellectuelles).

Le Service des Études et de l'Information : il s'agit d'un service d'information et de documentation concernant le secteur et les activités des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants (études, information et documentation, bibliothèque, planologie et recherche scientifique).

Le Ministère assure aussi la tutelle sur deux parastataux : le Bureau d'Intervention et de Restitution belge (BIRB) et l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants (INASTI) ⁶⁵.

Le 22 mai 1999, la dénomination du Conseil supérieur des Classes moyennes est modifiée en Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises (CSIPME) ⁶⁶.

DEPUIS 2003

Le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie est créé, dans le cadre de la réforme dite " Copernic ", par l'arrêté royal du 25 février 2002. Le 1er janvier 2003, au moment où le Ministère des Affaires économiques fait place au Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Agriculture, la compétence relative aux classes moyennes, entre autres, va s'ajouter à la structure de l'ancien Ministère des Affaires économiques ⁶⁷.

62 Guide... 1996, p. 228.

63 Pour l'organigramme du Ministère de l'Agriculture entre 1982 et 1990, lire BOURGEOIS Pascale e.a., Het Ministerie van Landbouw, p. 148-153.

64 Guide... 1996, p. 230.

65 WELLENS Robert, op. cit., p. 42-45.

66 cf. www.csipme.fgov.be (consulté le 9 mars 2018).

67 L'AR du 25 avril 2004 supprime le Ministère des Affaires économiques. Rapport d'activités

Le SPF compte désormais huit directions générales :

Le Bureau du président.

La Direction générale de la Régulation et de l'Organisation du Marché.

La Direction générale de la Qualité et de la Sécurité.

La Direction générale du Contrôle et de la Médiation.

La Direction générale de l'Énergie.

La Direction générale du Potentiel économique.

La Direction générale de la Statistique et de l'Information économique.

La Direction générale de la Politique des PME

L'arrêté ⁶⁸du 20 novembre 2003 apporte de nombreux transferts de compétences :

La partie du service relative au droit d'auteur de la DG de la Législation civile et des Cultes du Ministère de la Justice est reprise par la DG de la Régulation et de l'Organisation du Marché.

Le Service de contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur du Ministère de la Justice est repris par la DG du Contrôle et de la Médiation.

Le service du Ministère des Communications et de l'Infrastructure chargé de la qualité de la construction est repris par la DG de la Qualité et de la Sécurité.

L'Administration de la Politique PME (DG1) du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, transférée au SPF Économie, est reprise par la DG de la Politique des PME, à l'exception du Service d'inspection qui est repris par la DG du Contrôle et de la Médiation.

Sont repris par la Direction générale du Potentiel économique, les services ou parties de services du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture transférés au Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, ci-dessous mentionnés :

Le service Financement de la Politique agricole de l'Administration de la Politique agricole (DG2) ;

La partie du Service Coordination et Concertation de l'Administration de la Politique agricole (DG2) ;

La partie de la Direction générale, Division de la Politique agricole interne et Division de la Politique agricole internationale et de la pêche de l'Administration de la Politique agricole (DG2) ;

La partie des services " Lait ", " Mesures d'accompagnement " de l'administration centrale de l'Administration de la Gestion de la Production agricole (DG3).

La partie du service de l'administration centrale Matériel de reproduction de l'Administration de la Qualité des matières premières et du secteur végétal (DG4) du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture transférée au SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie est reprise par la Direction générale de la Régulation et de l'Organisation du Marché.

La Division juridique et le Bureau des Plans Civils de Défense, service des Approvisionnements, sont transférés de l'Administration des services généraux vers le Bureau du Président.

Le service chargé de l'Indice des Prix est transféré de la Direction générale de la Régulation et de l'Organisation du Marché vers la Direction générale de la

2006-2007. Potentiel économique, Bruxelles, SPF Économie, 2008, p. 11.

68 AR du 20 novembre 2003, MB du 9 décembre 2003.

Statistique et de l'Information économique.

Les Centres de traitement de l'Information sont transférés de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique au Bureau du Président.

Les services ou parties de services chargés de la coordination internationale sont transférés de la Direction générale du Potentiel économique au Bureau du Président.

L'arrêté royal du 10 août 2004 règle l'application des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979.

Début 2014, un certain nombre de directions générales ont changé de dénomination ⁶⁹.

Ancienne dénomination; Nouvelle dénomination ou remarque

Direction générale de la Concurrence ⁷⁰; Disparaît et est remplacée par l'Autorité belge de la Concurrence

Direction générale de l'Énergie; Direction générale de l'Énergie

Direction générale de la Régulation et de l'Organisation du marché; Direction générale de la Réglementation économique

Direction générale du Potentiel économique; Direction générale des Analyses économiques et de l'Économie internationale

Direction générale de la Politique des PME; Direction générale de la Politique des PME

Direction générale de la Qualité et de la Sécurité; Direction générale de la Qualité et de la Sécurité

Direction générale du Contrôle et de la Médiation; Direction générale de l'Inspection économique

Direction générale de la Statistique et de l'Information économique; Direction générale Statistique - Statistics Belgium

Direction générale des Télécommunications et de la Société de l'Information ⁷¹;

Direction générale des Télécommunications et de la Société de l'Information

Actuellement, la Direction générale de la Politique des PME est divisée en trois directions différentes ayant chacune ses responsabilités :

Direction et staff administratif

l'Observatoire des P.M.E

la Direction Réglementation

Ces directions sont elles-mêmes divisées en services. L'Observatoire des PME en comporte trois : Études, Data-analyses économiques et Politique internationale. La Direction Règlementation est divisée en six services :

Greffes, Autorisations économiques, Professions intellectuelles et législation,

Guichets d'entreprises, Secrétariat du Comité socio-économique National pour

la Distribution et Secrétariat du Comité interministériel pour la Distribution.

69 Par l'arrêté royal du 29 janvier 2014 (MB du 7 février 2014), modifiant l'arrêté royal du 20 novembre 2003 fixant la dénomination et les compétences des Directions générales du SPF Économie. Aperçu 2013. Le SPF et la transparence du marché, Bruxelles, SPF Économie, 2014, p. 2.

70 Créée par l'AR du 18 décembre 2006 (MB du 16 février 2007).

71 Créée par l'AR du 16 mars 2007 (MB du 19 mars 2007).

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises⁷² est un organe consultatif fédéral. En sa qualité d'institution d'utilité publique créée par la loi, le Conseil supérieur dispose de la personnalité juridique. Il a une triple mission légale de concertation, de conseil et de représentation. Le Conseil supérieur est le porte-parole des indépendants, des professions libérales et des PME. En sa qualité de forum de concertation, il regroupe environ 170 organisations professionnelles et interprofessionnelles agréées. Les avis du Conseil supérieur sont adressés aux Ministres compétents, ainsi qu'au Ministre qui a les Classes Moyennes dans ses compétences. Le Conseil peut être consulté par un Ministre mais dispose également d'un droit d'initiative. Ainsi, il peut toujours exprimer ses vues en toute indépendance.

ORGANISATION

⁷³Le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises est dirigé et géré par les indépendants eux-mêmes. Il est composé des délégués des organisations interprofessionnelles et des organisations sectorielles agréées représentatives des indépendants, des PME et des professions libérales. Le Conseil supérieur est composé de :

L'assemblée plénière ou générale est l'organe suprême. Elle émet ou entérine les avis. Dans son processus décisionnel, cette assemblée vise à atteindre un consensus optimal. Elle se réunit environ 4 fois par an. Elle compte deux présidents, 60 membres effectifs et 60 membres suppléants, répartis en une section professionnelle et une section interprofessionnelle. Chacune de ces sections rassemble les représentants tant du commerce et de l'artisanat que ceux des professions libérales. Les deux présidents, un néerlandophone et un francophone, assurent en alternance la présidence annuelle. Ces deux présidents sont nommés par le Roi, après avis du CSIPME, sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions. La représentation du commerce et de l'artisanat de la section professionnelle est assurée par les Présidents et Vice-présidents élus par les onze commissions sectorielles représentant les professions du commerce et de l'artisanat. Leurs suppléants au sein de l'assemblée plénière sont les Présidents et Vice-présidents suppléants élus dans ces commissions sectorielles. La représentation des professions libérales de la section professionnelle est assurée par les Présidents et Vice-présidents élus des quatre commissions sectorielles représentant les professions libérales. Leurs suppléants élus au sein de ces commissions sont en même temps leurs suppléants au sein de l'assemblée plénière. La représentation du commerce et de l'artisanat de la section interprofessionnelle est composée de 24 représentants des organisations interprofessionnelles agréées représentatives des chefs d'entreprise des secteurs du commerce, de

72 2015. Rapport annuel ; Conseil Supérieur des Indépendants et des PME, Bruxelles, 2016, p. 2.

73 2015. Rapport annuel... op. cit., p. 20-22 ; Conseil supérieur des indépendants et des PME, p. 4-5.

l'artisanat et de l'industrie. Ces organisations désignent également 24 suppléants. La répartition de ces 24 représentants et 24 suppléants entre les diverses organisations interprofessionnelles est basée sur le nombre de membres affiliés à ces organisations. Enfin, la représentation des professions libérales de la section interprofessionnelle compte 6 représentants et 6 suppléants. Ceux-ci sont désignés par les organisations interprofessionnelles agréées représentatives des professions libérales. Dans ce cas également, les mandats disponibles sont répartis en fonction du nombre de membres affiliés à ces organisations interprofessionnelles.

Le Bureau est l'organe de gestion du CSIPME. Il exerce les tâches d'administration générale qui lui sont dévolues par la loi. Il prépare en collaboration avec d'autres instances du CSIPME les sujets soumis durant l'année à l'assemblée plénière. Il se réunit mensuellement. Le Bureau est composé de deux Présidents, des Vice-présidents élus (2) et des Assesseurs (6), d'un Commissaire du Gouvernement, d'un délégué du Ministre des Finances, du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.

Les commissions permanentes⁷⁴ et commissions sectorielles⁷⁵, composées d'experts de diverses organisations professionnelles et interprofessionnelles, sont chargées de la préparation des avis du CSIPME et examinent les problèmes liés à un secteur ou à un thème particulier. Elles sont organisées autour d'un sujet spécifique ou d'un secteur d'activités spécifique. Plusieurs commissions peuvent le cas échéant travailler ensemble sur un même sujet. Il n'y a pas de calendrier fixe à suivre pour l'organisation des réunions des commissions mais celles-ci se réunissent lorsque cela est nécessaire. Les commissions sectorielles élisent en leur sein un Président, un Vice-président et leurs suppléants. À tout moment, des commissions ad hoc peuvent également être constituées. Les commissions permanentes sont composées de membres de l'assemblée plénière. La présidence de ces commissions permanentes est exercée par les membres élus du Bureau (les assesseurs).

Le secrétariat du CSIPME est chargé de coordonner et de soutenir les activités du Conseil supérieur, du Bureau, des commissions et des commissions sectorielles. Ses attributions comprennent, entre autres, les missions suivantes :

- l'exécution des décisions du Conseil supérieur et de ses organes ;
- la préparation des études, notes et projets d'avis qui doivent permettre au Conseil supérieur et à ses organes de remplir de façon optimale leur mission consultative ;
- l'organisation des réunions, la rédaction des procès-verbaux, la diffusion des documents et des textes définitifs des avis ;
- la concertation entre les services publics et les représentants des

74 Politique générale - PME, pratique du commerce, professions libérales et réglementations professionnelles. 2015. Rapport annuel... op. cit., p. 73.

75 Commissions sectorielles n° 1 (alimentation), n° 2 (textile et cuir), n° 3 (métal et bois), n° 4 (diverses activités commerciales), n° 5 (construction), n° 6 (activités liées à l'agriculture et à l'horticulture), n° 7 (commerce ambulancier), n° 8 (horeca, tourisme et loisirs), n° 9 (transport et véhicules), n° 10 (technologie), n° 11 (soins aux personnes), n° 12 (professions juridiques et économiques), n° 13 (professions médicales et paramédicales), n° 14 (professions techniques) et n° 15 (autres professions libérales et intellectuelles). 2015. Rapport annuel... op. cit., p. 21, 74-95.

organisations professionnelles et interprofessionnelles ;

- l'organisation d'élections qui doivent permettre au Conseil supérieur de présenter ses candidats dans différentes instances dans lesquelles les indépendants et les PME sont représentés ;
- la gestion du personnel, l'élaboration des propositions budgétaires et la tenue de la comptabilité relative au fonctionnement du Conseil supérieur ;
- la participation aux journées d'études, séminaires et conférences sur des sujets qui concernent particulièrement les indépendants et les PME.

Le secrétariat du Conseil supérieur entretient en outre d'étroits contacts avec la Direction générale Politique des PME du SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, et répond à des demandes d'information introduites par écrit, par courriel ou par téléphone sur des problèmes ou des sujets les plus divers concernant les Classes moyennes. Il est sous la direction du Secrétaire général.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Le CSIPME conserve ses archives depuis sa création. En juillet 2014, Madeleine Jacquemin, suite à la demande du secrétariat du CSIPME a effectué une mission d'inspection et a rédigé un tableau de tri des archives de l'institution afin de déterminer les séries d'archives constituées par le CSIPME, leur délai d'utilité administrative et leur destination définitive. À partir de ce tableau, un tri a été réalisé dans les archives et celles qui le pouvaient déjà ont été versées aux AGR.

ACQUISITION

Les archives ont été versées aux Archives générales du Royaume en août 2014.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives couvrent, principalement, la période 1951-2000. Quelques pièces sont légèrement antérieures à 1951 ou postérieures à 2000, telle que la série des rapports annuels qui continue jusque 2011. L'inventaire est divisé en trois parties, elles-mêmes fractionnées en chapitres et sous-chapitres.

La première partie de l'inventaire est intitulée " Gestion administrative ". Elle est constituée de six chapitres.

Les rapports annuels sont rassemblés dans le premier chapitre. Le deuxième chapitre concerne la *Forme juridique* du Conseil supérieur des Indépendants et des PME : les dossiers relatifs à la législation et à l'organisation du Conseil, d'une part, et au Règlement d'ordre intérieur d'autre part. Le troisième chapitre est relatif à la gestion du personnel et des immeubles occupés par le CSIPME.

Les procès-verbaux et les dossiers relatifs à la gestion des réunions de l'assemblée plénière, du Bureau, des Bureaux interfédéraux, de commissions, de groupes de travail (" Urbanicom ", Groupe " Allard ", ...), des chambres des métiers et négoce (conseil national, secrétaires et chambres des métiers et négoce provinciales), du Conseil national des Fédérations interprofessionnelles, de la Chambre nationale interprofessionnelle des classes moyennes, de la Chambre nationale des Fédérations professionnelles, de l'Institut économique et social des classes moyennes, des sections professionnelles et interprofessionnelles, et de la Bibliothèque/Centre de documentation PME constituent le quatrième chapitre. A noter que les avis du Conseil se trouvent avec les procès-verbaux des réunions de l'assemblée plénière (qui émet ou entérine les avis) et dans les dossiers des commissions permanentes et sectorielles qui préparent les avis. La seule série d'avis en tant que telle est celle de Conform (n° 279-286). La gestion de la correspondance est traitée dans le cinquième chapitre. Il comprend les indicateurs, la correspondance du Président et le courrier sortant. Enfin, les communiqués de presse et les brochures " Informations " clôturent cette première partie dans un chapitre intitulé " Gestion de la communication ".

La deuxième partie de l'inventaire est intitulée " Gestion des contacts extérieurs ". Elle est constituée de deux chapitres.

Le premier chapitre regroupe la correspondance entretenue entre le CSIPME et toute une série d'institutions liées à la gestion des classes moyennes et des indépendants. Les dossiers relatifs à ces institutions constituent le second chapitre.

La troisième partie de l'inventaire est intitulée " Gestion des questions liées aux classes moyennes et indépendants ".

Elle est divisée en six chapitres thématiques relatifs aux questions étudiées par le CSIPME, reprenant d'une part, la correspondance liée à la thématique, et, d'autre part, les dossiers de documentation. Ceux-ci contiennent principalement des documents parlementaires, des coupures de presse, de la législation et des documents propres au CSIPME sur la thématique. Les six thématiques sont : gestion des questions économiques, des questions sociales,

des questions fiscales, des questions propres aux professions libérales, des questions relatives à des organismes similaires à l'étranger et quelques autres questions.

Langues et écriture des documents:

Les documents sont rédigés en français et en néerlandais. Une note en-dessous de la description mentionne la langue, si ce n'est pas le français ou le néerlandais.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Suite à la demande ⁷⁶de Marc Hoogmartens, Secrétaire général du CSIPME, du 29 juillet 2014, et à l'autorisation de l'Archiviste général du 30 juillet suivant, 22,5 m.l. d'archives sans valeur historique ont été éliminés, soit les séries suivantes :

- bulletins de vote (1951-2008),
- feuilles de présence du personnel (1951-2012),
- extraits de *Moniteur belge* relatifs aux échelles de traitement ou autres décisions concernant le personnel (1951-2004),
- dossiers relatifs à la comptabilité (1951-2004),
- dossiers relatifs aux dépenses (1951-2004),
- factures d'achat (1951-2004),
- extraits de comptes (1951-2004).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le Conseil Supérieur des Indépendants et des PME conserve (et produit) encore des archives, surtout pour la période postérieure à 2004.

MODE DE CLASSEMENT

Nous avons essayé, dans la mesure du possible, de suivre la structure du classement décimal qu'utilise le CSIPME pour ses archives et la règle de base de l'ISAD(G) en allant du général au particulier.

Les archives ont été classées et inventoriées, dans trois parties, elles-mêmes divisées en chapitres et sous-chapitres :

- I. Gestion administrative
 - A. Rapports annuels
 - B. Forme juridique
 - 1. Législation et organisation
 - 2. Règlement d'ordre intérieur
 - C. Gestion du personnel et du patrimoine

76 cf. JACQUEMIN Madeleine, Archives du Conseil supérieur des indépendants et des PME. Tableau de tri, Bruxelles, AGR, 2014 (non publié).

D. Gestion des réunions

1. Assemblée plénière
2. Bureau
3. Bureaux interfédéraux
4. Commissions
5. Groupes de travail
6. Chambres des métiers et négoce
7. Conseil national des Fédérations interprofessionnelles
8. Chambre nationale interprofessionnelle des classes moyennes
9. Chambre nationale des fédérations professionnelles
10. Institut économique et social des classes moyennes
11. Sections professionnelles et interprofessionnelles
12. Bibliothèque/Centre de documentation PME

E. Gestion de la correspondance

1. Indicateurs
2. Correspondance du Président
3. Courrier sortant

F. Gestion de la communication

1. Brochures " Informations "
 2. Communiqués de presse
- II. Gestion des contacts extérieurs**

A. Correspondance

1. Parlement
2. Gouvernement
3. Conseil central de l'économie
4. Conseils professionnels
5. Organisation de l'économie
6. Conseils économiques
7. Diverses représentations des classes moyennes
8. Groupements interprofessionnels

B. Dossiers

1. Palais royal
2. Parlement
3. Gouvernement
4. Communautés et régions
5. Conseil central de l'économie
6. Conseils professionnels
7. Organisation de l'économie
8. Conseils économiques
9. Diverses représentations des classes moyennes
10. Groupements interprofessionnels

III. Gestion des questions liées aux classes moyennes et indépendants**A. Questions économiques**

1. Correspondance
2. Dossiers

B. Questions sociales

1. Correspondance
2. Dossiers

C. Questions fiscales

1. Correspondance

2. Dossiers

D. Questions propres aux professions libérales

1. Correspondance

2. Dossiers

E. Questions relatives aux organismes similaires à l'étranger

1. Correspondance

2. Dossiers

F. Autres questions

1. Correspondance

2. Dossiers

Description des séries et des éléments

I. GESTION ADMINISTRATIVE

A. RAPPORTS ANNUELS

1	1 - 61 RAPPORTS ANNUELS. 1951-2011. 1951.	1 pièce
2	1952.	1 pièce
3	1953.	1 pièce
4	1954.	1 pièce
5	1955.	1 pièce
6	1956.	1 pièce
7	1957.	1 pièce
8	1958.	1 pièce
9	1959.	1 pièce
10	1960.	1 pièce
11	1961.	1 pièce
12	1962.	1 pièce
13	1963.	1 pièce

14	1964.	1 pièce
15	1965.	1 pièce
16	1966.	1 pièce
17	1967.	1 pièce
18	1968.	1 pièce
19	1969.	1 pièce
20	1970.	1 pièce
21	1971.	1 pièce
22	1972.	1 pièce
23	1973.	1 pièce
24	1974.	1 pièce
25	1975.	1 pièce
26	1976.	1 pièce
27	1977.	1 pièce
28	1978.	1 pièce
29	1979.	1 pièce

30	1980.	1 pièce
31	1981.	1 pièce
32	1982.	1 pièce
33	1983.	1 pièce
34	1984.	1 pièce
35	1985.	1 pièce
36	1986.	1 pièce
37	1987.	1 pièce
38	1988.	1 pièce
39	1989.	1 pièce
40	1990.	1 pièce
41	1991.	1 pièce
42	1992.	1 pièce
43	1993.	1 pièce
44	1994.	1 pièce
45	1995.	1 pièce

46	1996.	1 pièce
47	1997.	1 pièce
48	1998.	1 pièce
49	1999.	1 pièce
50	2000.	1 pièce
51	2001.	1 pièce
52	2002.	1 pièce
53	2003.	1 pièce
54	2004.	1 pièce
55	2005.	1 pièce
56	2006.	1 pièce
57	2007.	1 pièce
58	2008.	1 pièce
59	2009.	1 pièce
60	2010.	1 pièce
61	2011.	1 pièce

62	62 - 64 CORRESPONDANCE RELATIVE AUX RAPPORTS ANNUELS DU CONSEIL. 1963-2000. 1963-1975.	1 liasse
63	1976-1986.	1 liasse
64	1986-2000.	1 liasse
 <i>B. FORME JURIDIQUE</i>		
1. LÉGISLATION ET ORGANISATION		
65	<i>65 - 67 DOSSIERS RELATIFS À LA LÉGISLATION RÉGISSANT LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES CLASSES MOYENNES. 1945-1971.</i> Loi sur l'organisation professionnelle des métiers et négoce et l'organisation du Conseil. 1945-1962.	1 liasse
66	Loi du 2 mai 1949 et arrêtés royaux des 5 octobre 1950, 2 mai et 4 juin 1951. 1949-1952.	1 chemise
67	Loi du 6 mars 1964 et installation du nouveau Conseil. 1953-1971.	1 liasse
68	<i>68 - 70 DOSSIERS RELATIFS À LA LÉGISLATION, L'ORGANISATION ET L'INSTALLATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES CLASSES MOYENNES. 1951-1995.</i> 18 juin 1951, 3 mars 1954, 27 février 1958 et 18 avril 1962. 1951- 1962.	1 liasse
69	6 mars 1964, 21 décembre 1970, 2 avril 1976 et 22 février 1977. 1964-1978.	1 liasse
70	19 avril 1977, 28 mai 1979, 12 juillet 1989, 8 novembre 1990, 18 septembre 1991, 6 avril 1995.	1 liasse

- 71** 71 - 72 CORRESPONDANCE RELATIVES À L'ORGANISATION DU
CONSEIL SUPÉRIEUR DES CLASSES MOYENNES. 1951-2000.
1951-1971. 1 liasse
- 72** 1972-2000. 1 liasse
- 73** Dossier relatif à la réforme du Conseil supérieur des classes
moyennes. 1952-1962. 1 chemise
- 74** 74 - 75 CORRESPONDANCE RELATIVE À L'ORGANISATION DU
CONSEIL SUPÉRIEUR DES CLASSES MOYENNES. 1955-1980.
1955-1980. 1 chemise
- 75** 1961-1979. 1 liasse
- 76** Dossier relatif aux missions du Conseil supérieur des classes
moyennes. 1958-1987. 1 chemise
- 77** Coupures de presse relatives à des réformes dans les classes
moyennes. 1960-1962. 3 pièces
- 78** Dossier relatif aux documents préparatoires à la loi du 6 mars 1964
et aux arrêtés d'exécution. 1963-1965. 1 liasse
- 79** 79 - 82 DOSSIERS RELATIFS À LA RÉFORME DU CONSEIL
(REPRÉSENTATION DES PROFESSIONS LIBÉRALES) ET DES
CHAMBRES PROVINCIALES DES MÉTIERS ET NÉGOCES DE 1964.
1963-1965. Comptes rendus analytiques du Sénat. 1963-1964. 1 chemise
- 80** Avant-projet et amendements. 1963-1964. 1 chemise
- 81** Notes et avis. 1963-1964. 1 liasse

-
- 82 Coupures de presse. 1963-1965. 1 chemise
- 83 Dossier relatif à la réglementation du Conseil supérieur des classes moyennes. 1964-2000. 1 liasse
- 84 - 85 DOSSIERS RELATIFS AUX TEXTES CONCERNANT LE RENOUELEMENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES CLASSES MOYENNES. 1967-1998.*
- 84 Section professionnelle. 1967-1998. 1 chemise
- 85 Section interprofessionnelle. 1998. 1 chemise
- 86 Dossier relatif aux nominations au sein du Conseil supérieur des classes moyennes. 1973-1997. 1 chemise
- 87 Dossier relatif à la Fondation Henri Allard. 1977-1996. 1 liasse
- 88 Dossier relatif à l'histoire du Conseil supérieur des classes moyennes. 1981-1989. 1 liasse
- 89 Dossier relatif à l'organisation des classes moyennes, l'instauration de la Commission COMFORM et l'agrégation des fédérations professionnelles et interprofessionnelles. 1987-1990. 1 chemise
2. RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR
- 90 - 92 DOSSIERS RELATIFS AU RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DU CONSEIL. 1952-1999.*
- 90 1952-1964. 1 liasse
- 91 1966-1982. 1 liasse
- 92 1999. 1 chemise
- 93 Correspondance relative au Règlement d'ordre intérieur. 1967-

1999.

1 chemise

C. GESTION DU PERSONNEL ET DU PATRIMOINE

94

Correspondance relative au personnel du Conseil. 1956-2000.

1 chemise

95 - 98 CORRESPONDANCE RELATIVE AUX IMMEUBLES OCCUPÉS
PAR LE CSIPME. 1953-1997.
1953-1981.

95

1 liasse

96

1970-1990.

1 liasse

97

1982-1997.

1 liasse

98

1990-1997.

1 liasse

99 - 100 PLANS D'IMMEUBLES OCCUPÉS PAR LE CONSEIL. 1969,
1972.

99

Rue de la Charité nos 22-24 à Saint-Josse-ten-Noode. 1969.

1 chemise

100

Avenue des Arts nos 6-7 et rue de la Charité nos 16-18 à Saint-
Josse-ten-Noode. 1972.

4 pièces

101

Correspondance relative au bail de l'immeuble sis rue de la Charité
nos 22-24 à Saint-Josse-ten-Noode et aux travaux de réfection
opérés en début de contrat. 1971-1988.

1 liasse

102

Dossier relatif au déménagement éventuel du Conseil. 1990-1999.

1 chemise

D. GESTION DES RÉUNIONS

103

Correspondance relative aux réunions. 1952-2000.

1 chemise

1. ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES

104	104 - 136 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS. 1951-2000. 1951.	1 liasse
105	1952.	1 liasse
106	1953.	1 liasse
107	1954.	1 liasse
108	1955.	1 liasse
109	1956.	1 liasse
110	1957.	1 liasse
111	1958.	1 liasse
112	1959.	1 liasse
113	1960.	1 liasse
114	1961.	1 liasse
115	1962.	1 liasse
116	1963.	1 liasse
117	1964.	1 liasse
118	1965.	1 liasse

119	1966.	1 liasse
120	1967.	1 liasse
121	1968-1970.	1 liasse
122	1971.	1 liasse
123	1972.	1 liasse
124	1973.	1 liasse
125	1974.	1 liasse
126	1975.	1 liasse
127	1976-1977.	1 liasse
128	1977-1980.	1 liasse
129	1981-1982.	1 liasse
130	1982-1984.	1 liasse
131	1985-1986.	1 liasse
132	1987-1989.	1 liasse
133	1990-1992.	1 liasse
134	1993-1996.	1 liasse

135	1997-1998.	1 liasse
136	1999-2000.	1 liasse
137	2. BUREAU Correspondance relative aux réunions du Bureau. 1951-2000.	1 liasse
138	<i>138 - 181 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS. 1951-2000.</i> 1951-1952.	1 liasse
139	1953.	1 liasse
140	1954.	1 liasse
141	1955.	1 liasse
142	1956.	1 liasse
143	1957.	1 liasse
144	1958.	1 liasse
145	1959.	1 liasse
146	1960.	1 liasse
147	1961.	1 liasse
148	1962.	1 liasse
149	1963.	

		1 liasse
150	1964.	1 liasse
151	1965.	1 liasse
152	1966.	1 liasse
153	1967-1968.	1 liasse
154	1969.	1 liasse
155	1970.	1 liasse
156	1971.	1 liasse
157	1972.	1 liasse
158	1973.	1 liasse
159	1974.	1 liasse
160	1975.	1 liasse
161	1976.	1 liasse
162	1977.	1 liasse
163	1978.	1 liasse
164	1979.	1 liasse
165	1980.	1 liasse

		1 liasse
166	1981-1982.	1 liasse
167	1983-1984.	1 liasse
168	1985-1986.	1 liasse
169	1987-1988.	1 liasse
170	1989.	1 liasse
171	1990.	1 liasse
172	1991.	1 liasse
173	1992.	1 liasse
174	1993.	1 liasse
175	1994.	1 liasse
176	1995.	1 liasse
177	1996.	1 liasse
178	1997.	1 liasse
179	1998.	1 liasse
180	1999.	1 liasse
181	2000.	1 liasse

		1 liasse
182	Notes pour les membres du Bureau. 1969-1995.	1 chemise
183	3. BUREAUX INTERFÉDÉRAUX Correspondance relative aux Bureaux interfédéraux (généralités). 1953-2000.	1 liasse
184	<i>184 - 202 CORRESPONDANCE RELATIVE AUX BUREAUX INTERFÉDÉRAUX NOS 1-18. 1951-2000.</i> n° 1. 1951-1999.	1 liasse
185	n° 2. 1952-1998.	1 chemise
186	n° 3. 1951-1999.	1 chemise
187	n° 4. 1951-2000.	1 liasse
188	n° 5. 1951-1999.	1 liasse
189	n° 6. 1951-2000.	1 liasse
190	n° 7. 1952-1999.	1 chemise
191	n° 8. 1951-1999.	1 liasse
192	n° 9. 1951-2000.	1 liasse
193	n° 10. 1951-1999.	1 liasse
194	n° 11. 1953-1999.	1 liasse
195	n° 12. 1951-2000.	

		1 chemise
196	n° 13. 1963-2000.	1 chemise
197	n° 14. 1951-1999.	1 chemise
198	n° 15. 1951-1999.	1 chemise
199	n° 16. 1953-1999.	1 liasse
200	200 - 201 n° 17. 1951-2000. 1951-1983.	1 liasse
201	1983-2000.	1 liasse
202	n° 18. 1951-1997.	1 liasse
203	203 - 222 <i>PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS. 1952-2000.</i> 1952-1953.	1 liasse
204	1954 (nos 1-7).	1 liasse
205	1954 (nos 7-18).	1 liasse
206	1955-1957.	1 liasse
207	1958.	1 liasse
208	1959-1961.	1 liasse
209	1962-1965.	1 liasse

210	1966-1971.	1 liasse
211	1972-1974.	1 liasse
212	1975-1977.	1 liasse
213	1978-1980.	1 liasse
214	1982-1984.	1 liasse
215	1985-1986.	1 liasse
216	1987-1988.	1 liasse
217	1989-1990.	1 liasse
218	1991-1992.	1 liasse
219	1993-1996.	1 liasse
220	1997-1998.	1 liasse
221	1999.	1 liasse
222	2000.	1 liasse
	<i>223 - 240 DOSSIERS RELATIFS AUX BUREAUX INTERFÉDÉRAUX. 1962-1999.</i>	
223	Généralités. 1965-1999.	1 chemise
224	Bureau interfédéral n° 1. 1966-1981.	1 chemise

225	Bureau interfédéral n° 2. 1967-1981.	1 chemise
226	Bureau interfédéral n° 3. 1966.	1 pièce
227	Bureau interfédéral n° 4. 1973-1996.	1 chemise
228	Bureau interfédéral n° 5. 1966-1981.	1 chemise
229	Bureau interfédéral n° 6. 1966-1973.	1 chemise
230	Bureau interfédéral n° 7. 1966.	1 chemise
231	Bureau interfédéral n° 8. 1966.	1 chemise
232	Bureau interfédéral n° 10. 1966-1977.	1 chemise
233	Bureau interfédéral n° 11. 1966-1983.	1 chemise
234	Bureau interfédéral n° 12. 1965-1991.	1 chemise
235	Bureau interfédéral n° 13. 1966.	1 chemise
236	Bureau interfédéral n° 14. 1967-1972.	1 chemise
237	Bureau interfédéral n° 15. 1972-1981.	1 chemise
238	Bureau interfédéral n° 16. 1966-1983.	1 chemise
239	Bureau interfédéral n° 17. 1962-1996.	1 liasse
240	Bureau interfédéral n° 18. 1966-1967.	1 chemise

4. COMMISSIONS

A. PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS

241 - 252 Procès-verbaux des réunions des différentes commissions (professions libérales, prix, sécurité, ...). 1962-2000.

241	1962-1965.	1 liasse
242	1966-1970.	1 liasse
243	1971-1972.	1 liasse
244	1973-1978.	1 liasse
245	1979-1981.	1 liasse
246	1982-1986.	1 liasse
247	1987-1991.	1 liasse
248	1992.	1 liasse
249	1993-1995.	1 liasse
250	1996-1997.	1 liasse
251	1998.	1 liasse
252	1999-2000.	1 liasse

B. COMMISSIONS PERMANENTES (GÉNÉRALITÉS)

253	Dossier relatif à la création de commissions permanentes. 1964-1966.	1 chemise
-----	--	-----------

-
- 254 Dossier relatif aux commissions permanentes (généralités). 1974-2005.
1 chemise
- C. COMMISSION PROFESSIONS LIBÉRALES*
- 255 Dossier relatif aux notes de travail de la commission " Professions libérales et intellectuelles ". 1965-1970.
1 liasse
- 256 Dossier relatif à l'Union nationale des professions libérales et intellectuelles de Belgique. 1966.
1 chemise
- 257 - 258 Dossiers relatifs aux procès-verbaux des réunions de la commission " Professions libérales et intellectuelles ". 1967-1986.
1967-1970.
1 chemise
- 258 1971-1986.
1 liasse
- 259 Dossier relatif à la proposition de loi-cadre règlementant l'accès aux professions libérales et intellectuelles. 1971-1975.
1 chemise
- 260 Dossier relatif à l'application de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis. 1992.
1 chemise
- D. COMMISSION STATUT SOCIAL*
- 261 - 262 Dossiers relatifs aux réunions de la commission " Statut social ". 1967-1978.
1967-1978.
1 liasse
- 262 1970-1978.
1 chemise
- E. COMMISSION PRIX ET CONCURRENCE*
- 263 Dossier relatif aux réunions de la commission " Prix et concurrence ". 1968-1972.

1 chemise

F. COMMISSION ACCÈS À LA PROFESSION

264 Dossier relatif aux réunions de la commission spéciale " Accès à la profession ". 1967-1982.

1 liasse

G. COMMISSION DIVERSES RÉGLEMENTATIONS ÉCONOMIQUES

265 Dossier relatif aux réunions de la commission " Diverses réglementations économiques ". 1967-1982.

1 liasse

H. COMMISSION CRÉDIT

266 Dossier relatif aux réunions de la commission " Crédit ". 1959-1976.

1 liasse

I. COMMISSION FISCALITÉ

267 - 268 Dossiers relatifs aux réunions de la commission " Fiscalité ". 1960-1975.
1960-1973.

1 liasse

268 1973-1975.

1 chemise

269 - 270 Dossiers relatifs aux notes de la commission " Fiscalité ".
1967, 1973-1985.
1967.

1 chemise

270 1973-1985.

1 chemise

J. COMMISSION FORMALITÉS ADMINISTRATIVES, " COMFORM "

271 - 272 Correspondance relative au Conseil et à la commission
Formalités administratives " COMFORM ". 1954-1999.
1954-1996.

1 liasse

272	1996-1999.	1 liasse
273	273 - 278 Procès-verbaux des réunions. 1982-1997. 1982-1984.	1 liasse
274	1985-1986.	1 liasse
275	1987.	1 chemise
276	1989-1992.	1 liasse
277	1990-1991.	1 liasse
278	1993-1997.	1 liasse
279	279 - 286 Avis COMFORM, nos 1-67. 1982-1998. nos 1-8.	1 liasse
280	nos 9-19.	1 liasse
281	nos 20-25.	1 liasse
282	nos 26-35.	1 liasse
283	nos 36-42.	1 liasse
284	nos 43-49.	1 liasse
285	nos 50-64.	1 liasse
286	nos 65-67.	1 liasse

1 liasse

5. GROUPES DE TRAVAIL

- 287 Dossier relatif à l'organisation d'un Conseil général des indépendants. [années 1960 ?].
1 chemise
- 288 - 293 DOSSIERS RELATIFS AU STATUT SOCIAL DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS, APPELÉ GROUPE " ALLARD ". 1967-1986.
- 288 1967-1972.
1 chemise
- 289 1971-1973.
1 chemise
- 290 1972-1974.
1 liasse
- 291 1972-1974.
1 chemise
- 292 1972-1975.
1 chemise
- 293 1980-1986.
1 liasse
- 294 Dossier relatif au groupe de travail " Groupements de producteurs et entreprises indépendantes ". 1968.
1 chemise
- 295 Dossier relatif à l'Association internationale urbanisme et commerce " Urbanicom ". 1969-1977.
1 liasse
- 296 Dossier relatif au Comité national d'expansion économique. 1970-1975.
1 liasse
- 297 Dossier relatif à la Programmation économique des PME. 1971-1974.
1 liasse
- 298 Dossier relatif à la Commission pour la distribution. 1973-1975.
1 liasse

6. CHAMBRES DES MÉTIERS ET NÉGOCES

A. STATUT

- 299 Dossier relatif à la réforme du statut des Chambres des métiers et négoce. 1958-1962. 1 chemise

B. FONCTIONNEMENT

- 300 - 310 Correspondance relative aux chambres des métiers et négoce. 1951-2000.
- 300 Généralités et Conférence des métiers et négoce d'expression française (COMENEF). 1951-2000. 1 liasse
- 301 Antwerpen. 1951-2000. 1 chemise
- 302 Brabant. 1951-1995. 1 chemise
- 303 303 - 304 Hainaut. 1951-1989. 1951-1959. 1 liasse
- 304 1960-1989. 1 liasse
- 305 Liège. 1951-2000. 1 liasse
- 306 Limburg. 1951-1989. 1 chemise
- 307 Luxembourg. 1951-2000. 1 liasse
- 308 Namur. 1951-1998. 1 liasse
- 309 Oost Vlaanderen. 1951-1989. 1 liasse
- 310 West Vlaanderen. 1952-1993.

1 liasse

- 311 Dossier relatif au fonctionnement des chambres des métiers et négoce. 1951-1992. 1 liasse
- 312 Dossier relatif aux nominations. 1959-2000. 1 liasse
- 313 Dossier relatif à la Conférence des métiers et négoce d'expression française. 1982-1988. 1 chemise
- 314 Dossier relatif au Overlegcomité van de nederlandstalige kamers voor ambachten en neringen. 1983-2000. 1 chemise
- 315 Dossier relatif au Bureau des chambres des métiers et négoce pour la session 1998-2004. 1998. 1 chemise
- 316 Dossier relatif aux avis sur les missions des chambres des métiers et négoce. 2000-2001. 1 chemise

C. CONSEIL NATIONAL DES CHAMBRES DES MÉTIERS ET NÉGOCE

- 317 317 - 323 Procès-verbaux des réunions. 1951-1965. 1951-1953. 1 liasse
- 318 1956-1958. 1 liasse
- 319 1959-1960. 1 liasse
- 320 1961. 1 chemise
- 321 1962. 1 chemise
- 322 1963. 1 chemise
- 323 1964-1965.

1 chemise

D. SECRÉTAIRES DES CHAMBRES DES MÉTIERS ET NÉGOCES

- 324** 324 - 325 Procès-verbaux des réunions. 1952-1969.
1952-1965. 1 liasse
- 325** 1966-1969. 1 chemise

E. CHAMBRES DES MÉTIERS ET NÉGOCES PROVINCIALES

- 326 - 351 Procès-verbaux des réunions. 1971-1995.
- 326** 326 - 327 Antwerpen. 1981-1995.
1981-1989. 1 liasse
- 327** 1989-1995. 1 liasse
- 328** Brabant. 1972-1993. 1 chemise
- 329** 329 - 331 Hainaut. 1974-1993.
1974-1980. 1 liasse
- 330** 1980-1989. 1 liasse
- 331** 1989-1993. 1 liasse
- 332** 332 - 335 Liège. 1972-1995.
1972-1980. 1 liasse
- 333** 1981-1986. 1 liasse
- 334** 1986-1989. 1 liasse

335	1989-1995.	1 liasse
336	336 - 340 Limburg. 1972-1994. 1972-1976.	1 liasse
337	1976-1980.	1 liasse
338	1981-1982.	1 liasse
339	1982-1986.	1 liasse
340	1986-1994.	1 liasse
341	341 - 342 Luxembourg. 1972-1994. 1972-1981.	1 liasse
342	1981-1994.	1 liasse
343	343 - 344 Namur. 1971-1978, 1984-1986, 1991, 1993. 1971-1978.	1 liasse
344	1984-1986, 1991, 1993.	1 chemise
345	345 - 348 Oost Vlaanderen. 1974-1995. 1974-1981.	1 liasse
346	1981-1984.	1 liasse
347	1984-1989.	1 liasse

348	1989-1995.	1 liasse
349	<i>349 - 351 West Vlaanderen. 1973-1995.</i> 1973-1980.	1 chemise
350	1981-1985.	1 chemise
351	1985-1995.	1 liasse
7. CONSEIL NATIONAL DES FÉDÉRATIONS INTERPROFESSIONNELLES		
352	<i>352 - 359 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS. 1951-1965.</i> 1951-1953.	1 liasse
353	1954-1955.	1 chemise
354	1956-1958.	1 chemise
355	1959-1960.	1 liasse
356	1961.	1 chemise
357	1962.	1 chemise
358	1963.	1 chemise
359	1964-1965.	1 chemise
8. CHAMBRE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE DES CLASSES MOYENNES		
360	<i>360 - 361 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS. 1966-1980.</i> 1966-1972.	

1 liasse

361 1972-1980.

1 liasse

9. CHAMBRE NATIONALE DES FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES

*362 - 363 PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION " COMMISSIONS PARITAIRES " DE LA CHAMBRE NATIONALE DES FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES. 1966-1980.***362** 1966-1972.

1 liasse

363 1972-1980.

1 liasse

10. INSTITUT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES

*364 - 365 DOSSIERS RELATIFS À L'ENQUÊTE DEMANDÉE À L'INSTITUT ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES CLASSES MOYENNES CONCERNANT LES " GROSSISTES ET INTERMÉDIAIRES ". 1949-1953.***364** 1949-1953.

1 chemise

365 1950-1952.

1 chemise

366 Procès-verbaux des réunions. 1952-1986.

1 liasse

*367 - 370 DOSSIERS RELATIFS À L'INSTITUT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES. 1953-1975.***367** 1953-1984.

1 chemise

368 1960-1967.

1 chemise

369 1962-1975.

1 chemise

370 1967-1972.

1 chemise

-
11. SECTIONS PROFESSIONNELLES ET INTERPROFESSIONNELLES
- 371 Correspondance relative aux réunions de la Section professionnelle. 1951-1998. 1 liasse
- 372 Correspondance relative aux réunions de la Section interprofessionnelle. 1952-1998. 1 liasse
- 373 - 374 *PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DES SECTIONS PROFESSIONNELLES ET INTERPROFESSIONNELLES. 1980-1999.*
- 373 1980-1992. 1 chemise
- 374 1995-1999. 1 chemise
12. BIBLIOTHÈQUE/CENTRE DE DOCUMENTATION PME
- 375 - 377 *DOSSIERS RELATIFS À LA FUSION DES BIBLIOTHÈQUES DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU CONSEIL. 1993-2000.*
- 375 1993-1994. 1 liasse
- 376 1993-2000. 1 liasse
- 377 1994-2000. 1 chemise
- 378 Correspondance relative aux réunions de la Bibliothèque concernant la restructuration, la convention et la bibliothèque-PME. 1994-2000. 1 chemise
- 379 - 381 *PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DU CENTRE DE DOCUMENTATION PME. 1995-2002.*
- 379 1995-2002. 1 liasse
- 380 1999-2002. 1 liasse

381	2000.	1 liasse
382	Procès-verbaux des réunions du Comité de gestion du Centre de documentation PME. 1995-2002.	1 liasse
383	Dossier relatif à la convention concernant la fusion des bibliothèques du Ministère des Classes moyennes et du Conseil. 1995-2007.	1 chemise
384	Dossier relatif à la convention concernant le Centre de documentation PME. 1998-2000.	1 chemise
385	Profil de la fonction du gestionnaire du centre de documentation PME. 2000.	1 pièce

E. GESTION DE LA CORRESPONDANCE

1. INDICATEURS

386	<i>386 - 392 INDICATEURS DU COURRIER SORTANT. 1951-1997.</i> 1951-1956.	1 volume
387	1957-1963.	1 volume
388	1964-1968.	1 volume
389	1969-1973.	1 volume
390	1974-1979.	1 volume
391	1980-1988.	1 volume
392	1988-1997.	1 volume

2. CORRESPONDANCE DU PRÉSIDENT

393	393 - 395 CORRESPONDANCE DU PRÉSIDENT. 1951-2000. 1951-1982.	1 liasse
394	1982-1992.	1 liasse
395	1993-2000.	1 liasse
396	396 - 399 COURRIER SORTANT DU PRÉSIDENT. 1958-1986. 1958-1962.	1 liasse
397	1963-1965.	1 liasse
398	1966-1980.	1 liasse
399	1981-1986.	1 chemise

3. COURRIER SORTANT

400	400 - 449 COURRIER SORTANT. 1951-2000. 1951-1952.	1 liasse
401	1952.	1 liasse
402	1953.	1 liasse
403	1954.	1 liasse
404	1955.	1 liasse
405	1956.	1 liasse

406	1957.	1 liasse
407	1958.	1 liasse
408	1959.	1 liasse
409	1960.	1 liasse
410	1961.	1 liasse
411	1962.	1 liasse
412	1963.	1 liasse
413	1964.	1 liasse
414	1965.	1 liasse
415	1966.	1 liasse
416	1967.	1 liasse
417	1968.	1 liasse
418	1969.	1 liasse
419	1970.	1 liasse
420	1971.	1 liasse
421	1972.	1 liasse

422	1973.	1 liasse
423	1974.	1 liasse
424	1975.	1 liasse
425	1976.	1 liasse
426	1977.	1 liasse
427	1978.	1 liasse
428	1979.	1 liasse
429	1980.	1 liasse
430	1981.	1 liasse
431	1982.	1 liasse
432	1983.	1 liasse
433	1984.	1 liasse
434	1985.	1 liasse
435	1986.	1 liasse
436	1987.	1 liasse
437	1988.	1 liasse

438	1989.	1 liasse
439	1990.	1 liasse
440	1991.	1 liasse
441	1992.	1 liasse
442	1993.	1 liasse
443	1994.	1 liasse
444	1995.	1 liasse
445	1996.	1 liasse
446	1997.	1 liasse
447	1998.	1 liasse
448	1999.	1 liasse
449	2000.	1 liasse
450	Courrier non classé. 1996.	1 liasse

F. GESTION DE LA COMMUNICATION

1. BROCHURES "INFORMATIONS"

451	451 - 453 BROCHURES " INFORMATIONS DU CONSEIL ". 1970-1981. 1970-1973.	1 liasse
-----	---	----------

452	1974-1981.	1 liasse
453	1979-1981.	1 liasse
454	2. COMMUNIQUÉS DE PRESSE Correspondance relative aux communiqués de presse. 1951-1995.	1 chemise
455	455 - 456 COMMUNIQUÉS DE PRESSE. 1951-2000. 1951-2000.	1 liasse
456	1964-1999.	1 liasse
457	Dossier relatif aux conférences de presse concernant le rapport annuel du Secrétaire général du Conseil. 1958-1983.	1 chemise
458	Coupures de presse relatives au Conseil. 1971-1983.	1 chemise

II. GESTION DES CONTACTS EXTÉRIEURS

A. CORRESPONDANCE

1. GOUVERNEMENT

- 459 Correspondance avec la chancellerie du Premier Ministre. 1952-1999. 1 liasse
- 460 - 461 *CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE. 1951-2000.*
460 Secrétaire général et Direction générale. 1951-2000. 1 liasse
- 461 Charte des utilisateurs des services publics. 1996. 1 chemise
- 462 - 470 *CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. 1951-1999.*
462 Ministre. 1951-1999. 1 chemise
- 463 Commission de la comptabilité nationale. 1957-1997. 1 chemise
- 464 Commission de l'indice. 1968. 1 chemise
- 465 Commission des prix pour pharmaciens. 1975. 1 chemise
- 466 Conseil supérieur de la propriété industrielle. 1987. 1 chemise
- 467 Commission nationale de la distribution. 1973-1995. 1 chemise
- 468 Commission provinciale de la distribution. 1975-1992. 1 chemise
- 469 Commission de la concurrence. 1997-2006. 1 chemise
- 470 Conseil supérieur de la statistique. 1957-1960. 1 chemise

*471 - 474 CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTÈRE DES
COMMUNICATIONS. 1957-2005.*

- 471 SNCB et Comité consultatif de la SNCB. 1957-1996. 1 liasse
- 472 Conseil supérieur du tourisme social. 1972-1974. 1 chemise
- 473 Conseil consultatif pour les services postaux. 1993-1997. 1 chemise
- 474 Conseil consultatif pour les télécommunications. 1993-2005. 1 chemise

*475 - 478 CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET
DU TRAVAIL ET LE MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. 1951-
1997.*

- 475 Conseil supérieur de la sécurité, d'hygiène et d'embellissement des
lieux de travail. 1951-1995. 1 chemise
- 476 Commission du travail des femmes. 1974-1991. 1 chemise
- 477 Obligation de formation pour les chômeurs de longue durée de
moins de 35 ans. 1989. 1 chemise
- 478 Conseil supérieur de l'emploi. 1952-1997. 1 chemise
- 479 Correspondance avec l'Institut géographique national. 2000. 1 chemise
- 480 Correspondance avec le ministère des Affaires étrangères, du
Commerce extérieur et de la Coopération au développement.
1960-2000. 1 chemise
- 481 Correspondance avec le ministère de l'éducation nationale et de la
Culture. 1961-1988. 1 chemise

482	482 - 485 CORRESPONDANCE AVEC LA R.T.B.F. 1978-1998. 1978-1981.	1 chemise
483	1981-1983.	1 chemise
484	1983-1987.	1 chemise
485	1988-1998.	1 chemise
486	Correspondance avec le ministère de la Fonction publique. 1962-1987.	1 chemise
487	Correspondance avec le ministère de la Défense nationale. 1959-1964.	1 chemise
488	Correspondance avec le ministère de l'Intérieur. 1981-2001.	1 chemise
2. CONSEIL CENTRAL DE L'ÉCONOMIE		
489	489 - 491 CORRESPONDANCE AVEC LE CONSEIL CENTRAL DE L'ÉCONOMIE ET LE CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL. 1952-2004. 1952-1961.	1 chemise
490	1962-2004.	1 liasse
491	1963-1976.	1 chemise
492	Correspondance avec la Commission spéciale de la distribution. 1955-1967.	1 chemise
493	Correspondance avec le Conseil consultatif de l'énergie. 1957-1981.	1 chemise

3. CONSEILS PROFESSIONNELS

494 - 502 CORRESPONDANCE AVEC LES CONSEILS PROFESSIONNELS 1952-1995.

494	Métal. 1953-1992.	1 chemise
495	Textile et vêtements. 1954-1986.	1 chemise
496	Pêche. 1952-1958.	1 chemise
497	Construction I. 1952-1963.	1 chemise
498	Construction II. 1966-1986.	1 liasse
499	Alimentation. 1955-1995.	1 liasse
500	Papier. 1972-1982.	1 chemise
501	Chimie. 1973-1985.	1 chemise
502	Cuir. 1962-1987.	1 liasse

4. ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE

503	Correspondance avec la représentation électorale des classes moyennes. 1954-1957.	1 chemise
-----	---	-----------

504 - 505 CORRESPONDANCE AVEC LE CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL. 1951-2001.

504	1951-1977.	1 liasse
505	1977-2001.	1 liasse
506	Correspondance concernant les relations collectives du travail.	

	1970-1991.	1 chemise
507	Correspondance avec la Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle. 1964-2005.	1 chemise
508	Correspondance avec la Commission mixte " Industrialisation des pays en voie de développement ". 1967-1974.	1 chemise
509	Correspondance avec la Commission pour la protection des salariés. 1965.	1 chemise
510	Correspondance relative au statut social des travailleurs domestiques. 1964-1965.	1 chemise
511	Correspondance relative au Fonds de fermeture des entreprises. 1972-1976.	1 chemise
512	Correspondance relative à la politique des revenus. 1965-1967.	1 chemise
513	Correspondance relative aux commissions paritaires. 1951-1995.	1 chemise
514	Correspondance avec le Comité permanent de l'électricité. 1952-2001.	1 liasse
515	Correspondance avec la Commission des statistiques et indices des salaires. 1954-1957.	1 chemise
516	Correspondance avec le Centre national pour l'expansion économique des petites et moyennes entreprises. 1959-1962.	1 liasse
517	Correspondance avec le Conseil de la consommation. 1964-2001.	1 chemise
518	Correspondance avec le Conseil consultatif de la coopération au développement. 1969.	1 chemise

-
- 519 5. CONSEILS ÉCONOMIQUES
Correspondance relative au statut des chambres belges de
commerce et d'industrie de Belgique. 1969-1988. 1 chemise
- 520 Correspondance relative aux chambres de commerce et d'industrie
françaises et belges. 1980-1981. 1 chemise
- 521 6. DIVERSES REPRÉSENTATIONS DES CLASSES MOYENNES
Correspondance relative au Comité national belge des PME. 1954-
1958. 1 chemise
- 522 Correspondance avec diverses représentations des classes
moyennes. 1955-1978. 1 chemise
- 523 Correspondance relative au Sociaal economische raad. 1959-1981.
1 chemise
- 524 Correspondance relative aux commissions. 1966-1999. 1 liasse
- 525 Correspondance avec le Gouverneur de la province du Brabant
concernant la Commission des classes moyennes. 1973-1977. 1 chemise
- 526 Courrier de groupements. 1996. 1 chemise
- 527 7. GROUPEMENTS INTERPROFESSIONNELS
Correspondance avec les groupements interprofessionnels. 1956-
1998. 1 chemise
- 528 Correspondance avec le N.C.M.V. - Organisatie voor zelfstandige
ondernemers. 1951-1999. 1 chemise
- 529 Correspondance avec la Fédération nationale des unions des
classes moyennes. 1951-1991. 1 liasse

-
- 530 Correspondance avec le Comité des PME de la Fédération nationale de la chambre de commerce et d'industrie de Belgique. 1951-1975.
1 chemise
- 531 Correspondance avec la Fédération nationale des professions libérales. 1972-1996.
1 chemise
- 532 Correspondance avec l'Union libérale pour indépendants. 1987-1999.
1 chemise
- 533 Correspondance avec l'Algemeen middenstandsverbond. 1972-1996.
1 chemise
- 534 Correspondance avec la Fédération générale du travail indépendant. 1953-1994.
1 chemise
- 535 Correspondance avec l'Association royale générale des classes moyennes. 1976-1999.
1 chemise
- B. DOSSIERS*
1. GÉNÉRALITÉS
- 536 Propositions et projets de loi non classés. 1983.
2 pièces
2. PALAIS ROYAL
- 537 Dossier relatif au Palais royal. 1965-1984.
1 chemise
- 538 Dossier relatif à la Fondation Roi Baudouin. 1975-1989.
1 chemise
3. PARLEMENT
- 539 Liste des membres du Parlement et des commissions parlementaires. 1983-1991.
1 liasse
- 540 Dossier relatif à la Chambre des représentants. 1985-1999.
1 chemise

-
- 541 Dossier relatif aux questions parlementaires. 1952-1954.
1 chemise
- 542 Dossier relatif aux partis. 1954-1956.
2 pièces
- 543 Dossier relatif à la révision de la Constitution. 1965-1997.
1 chemise
4. GOUVERNEMENT
- 544 Dossier relatif au Premier Ministre. 1954-2000.
1 chemise
- 545 Dossier relatif à la loi-programme. 1989.
1 chemise
- 546 Dossier relatif à l'Agence pour la simplification administrative et le
Comité d'orientation. 1999.
2 pièces
- 547 Dossier relatif au ministère des Classes moyennes et de
l'Agriculture I. 1954-1998.
1 chemise
- 548 Dossier relatif au ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture
II. 1952-1999.
1 liasse
- 549 Dossier relatif au rapport intermédiaire des classes moyennes.
1978-1996.
1 chemise
- 550 Dossier relatif à la charte des utilisateurs des services publics.
1996.
2 pièces
- 551 - 556 DOSSIERS RELATIFS AU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES. 1975-1999.*
- 551 Commission de l'indice. 1985-1999.
1 chemise
- 552 Conseil supérieur de la propriété industrielle. 1987-1994.
1 chemise
- 553 Commission nationale de la distribution. 1975-1997.
1 chemise

554	Commission provinciale de la distribution. 1997.	1 chemise
555	Commission des clauses abusives. 1994.	1 chemise
556	Conseil supérieur de statistique. 1998.	1 chemise
	<i>557 - 560 DOSSIERS RELATIFS AU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS. 1957-2005.</i>	
557	SNCB et Comité consultatif de la SNCB. 1957-1991.	1 chemise
558	Transport par véhicules automobiles. 1960.	1 chemise
559	Conseil supérieur du tourisme social. 1973-1974.	1 chemise
560	Comité consultatif pour les télécommunications. 1992-2005.	1 chemise
	<i>561 - 563 DOSSIERS RELATIFS AU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL. 1986-1997.</i>	
561	Ministère de la Prévoyance sociale. 1986-1993.	1 chemise
562	Commission du travail des " femmes ". 1990.	1 chemise
563	Conseil supérieur de l'emploi. 1997.	1 chemise
564	Dossier relatif au ministère des Finances. 2000.	1 pièce
565	Dossier relatif à l'Institut géographique national. 1996-2000.	1 chemise
566	Dossier relatif au ministère du Commerce extérieur. 1958-1993.	1 chemise
567	Dossier relatif au ministère de l'Éducation nationale et de la Culture. 1962-1989.	

		1 chemise
568	Dossier relatif au ministère de la Fonction publique. 1993-1994.	2 pièces
569	Dossier relatif au ministère de l'Intérieur. 1981-2001.	1 chemise
	5. COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS	
570	Dossier relatif à la Communauté flamande. 1991.	2 pièces
571	Dossier relatif à la Région wallonne. 1994.	1 pièce
	6. CONSEIL CENTRAL DE L'ÉCONOMIE	
572	Dossier relatif au Conseil central de l'économie. 1948-2004.	1 liasse
573	Dossier relatif à la fusion du Conseil central de l'économie et du Conseil national du travail. 1962-1993.	1 chemise
574	Dossier relatif à la Commission spéciale de la distribution. 1978.	3 pièces
575	Dossier relatif au Conseil consultatif de l'énergie. 1957-1975.	1 chemise
	7. CONSEILS PROFESSIONNELS	
	<i>576 - 584 DOSSIERS RELATIFS AUX CONSEILS PROFESSIONNELS. 1952-1986.</i>	
576	Généralités. 1981.	3 pièces
577	Métal. 1952-1986.	1 chemise
578	Textile et vêtement. 1952-1986.	1 chemise
579	Pêche. 1956-1963.	4 pièces

580	Construction. 1952-1986.	1 chemise
581	Alimentation. 1955-1986.	1 chemise
582	Papier. 1972-1978.	2 pièces
583	Chimie. 1956-1981.	1 chemise
584	Cuir. 1961-1984.	1 chemise
585	8. ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE Dossier relatif aux partenaires sociaux. 1996.	1 chemise
586	Dossier relatif à la représentation électorale des classes moyennes. 1949-1955.	1 chemise
587	Dossier relatif au Conseil national du travail. 1950-1996.	1 chemise
588	Dossier relatif aux relations collectives du travail. 1979-2001.	1 chemise
589	Dossier relatif à la Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle. 1991-2005.	1 chemise
590	Dossier relatif au travail domestique. 1964-1970.	1 chemise
591	Dossier relatif aux commissions paritaires. 1972-1998.	1 liasse
592	Dossier relatif au Conseil national de coopération. 1950-1959.	1 chemise
593	Dossier relatif au Comité permanent de l'électricité. 1996-1999.	1 chemise
594	Dossier relatif à la Commission des statistiques et indices des	

-
- salaires. 1954. 2 pièces
- 595 Dossier relatif au Conseil de la consommation. 1997-2001. 1 chemise
- 596 Dossier relatif à l'Institut national des consommateurs. 1975. 1 pièce
- 597 9. CONSEILS ÉCONOMIQUES
Dossier relatif au Conseil socio-économique de la Flandre. 1989-1992. 1 chemise
- 598 Dossier relatif au statut des chambres de commerce et d'industrie de Belgique. 1976-1999. 1 liasse
- 599 10. DIVERSES REPRÉSENTATIONS DES CLASSES MOYENNES
Dossier relatif à diverses représentations des classes moyennes. 1952-1985. 1 liasse
- 600 Dossier relatif au Gouvernement provincial du Brabant et à la Commission des classes moyennes. 1974-1977. 1 liasse
- 601 11. GROUPEMENTS INTERPROFESSIONNELS
Dossier relatif au Comité de coordination et au Front commun. 1971. 1 chemise
- 602 Dossier relatif à l'Organisatie voor zelfstandige ondernemers. 1971-1980. 1 chemise
- 603 Dossier relatif à la Fédération nationale des unions des classes moyennes. 1963-1976. 1 chemise
- 604 Dossier relatif à la Confédération nationale " Les travailleurs indépendants de Belgique ". 1979. 1 chemise
- 605 Dossier relatif au Syndicat neutre pour indépendants asbl. 1999.

III. GESTION DES QUESTIONS LIÉES AUX CLASSES MOYENNES ET
INDÉPENDANTS

A. GÉNÉRALITÉS

- 606 Fiches concernant les codes utilisés pour les dossiers thématiques.
1951-2008. 1 liasse

B. GESTION DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

1. CORRESPONDANCE

*A. QUESTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN GÉNÉRAL EN
FAVEUR DES PME*

- 607 Correspondance relative aux questions de politique économique en
général en faveur des PME. 1954-2000. 1 liasse
- 608 Correspondance relative au Comité national d'expansion
économique. 1957-1980. 1 chemise
- 609 Correspondance relative à la recherche scientifique. 1959-1962.
1 chemise
- 610 Correspondance relative à la relance économique. 1959-1976.
1 chemise
- 611 Correspondance relative à la programmation économique. 1962-
1973. 1 chemise
- 612 Correspondance relative à l'Office de promotion industrielle. 1970-
1977. 1 chemise
- 613 Correspondance relative au groupe de travail " Programme
économique des PME ". 1971-1993. 1 chemise
- 614 Correspondance relative au Benelux. 1953-1959. 1 chemise

-
- 615 615 - 616 Correspondance relative à l'Office belge pour l'accroissement de la productivité. 1954-1975.
1954-1975. 1 chemise
- 616 1958-1975. 1 chemise
- 617 Correspondance relative à la mission économique. 1959. 1 chemise
- 618 Correspondance relative aux statistiques économiques. 1951-1972. 1 chemise
- 619 Correspondance relative aux certificats d'origine. 1953. 1 chemise
- B. FORMATION PROFESSIONNELLE*
- 620 Correspondance relative à l'apprentissage. 1950-1995. 1 liasse
- 621 Correspondance relative aux réunions du Conseil national du travail " Apprentissage industriel ". 1955-1988. 1 chemise
- 622 Correspondance relative au Conseil supérieur de l'orientation scolaire et professionnelle. 1954-1997. 1 liasse
- 623 623 - 624 Correspondance relative à l'Institut royal des élites du travail de Belgique. 1967-2001.
1967-2001. 1 liasse
- 624 1999-2001. 1 liasse
- 625 Correspondance relative à la formation professionnelle dans les communautés. 1959-1992. 1 liasse
- C. PROBLÈMES DE LA DISTRIBUTION*
- 626 Correspondance relative au Comité belge de la distribution. 1956-1981.

		1 chemise
627	Correspondance relative à la planologie commerciale. 1954-1974.	1 chemise
628	Correspondance relative à la représentation du commerce de gros. 1952-1958.	1 chemise
629	629 - 630 Correspondance relative à la vente en solde et à la vente à prix réduit. 1952-2000.	1 chemise
630	1953-1990.	1 chemise
631	Correspondance relative aux ventes avec primes. 1952-1979.	1 chemise
632	Correspondance relative aux homes des mutualités. 1953-1958.	1 chemise
633	Correspondance relative à la vente dans les écoles. 1952-1987.	1 chemise
634	Correspondance relative aux marchés agricoles, aux ventes à la ferme (marché parallèle). 1956-1965.	1 chemise
635	Correspondance relative à la distribution de la presse. 1982.	1 chemise
636	Correspondance relative à la vente aux enchères. 1954-1961.	1 chemise
637	Correspondance relative au bradage des prix et aux prix imposés. 1955-1971.	1 chemise
638	Correspondance relative au commerce ambulants. 1953-2000.	1 liasse
639	Correspondance relative aux ventes itinérantes. 1973-1974.	1 chemise
640	Correspondance relative aux grands organismes de distribution	

(AGED). 1956-1984.

- 641 - 642 Correspondance relative aux grands magasins et à l'implantation des grandes surfaces. 1951-1984.
1951-1984. 1 chemise
- 642 1954-1958. 1 chemise
- 643 - 644 Correspondance relative aux économats et coopératives pour consommateurs. 1952-1988.
1952-1968. 1 chemise
- 644 1958-1988. 1 liasse
- 645 Correspondance relative aux nouvelles techniques dans la distribution. 1953-1996. 1 chemise
- 646 Correspondance relative à l'export et à Belgexport. 1954-1962. 1 chemise
- D. CRÉDIT*
- 647 Correspondance relative au crédit. 1951-1971. 1 liasse
- 648 Correspondance relative à la Caisse nationale de crédit professionnel. 1972-1996. 1 liasse
- 649 Correspondance relative au crédit à l'outillage. 1952-1957. 1 chemise
- 650 Correspondance relative au crédit aux bâtiments industriels. 1955. 1 chemise
- 651 Correspondance relative à la prime d'emploi. 1976-1981. 1 chemise
- 652 Correspondance relative à la mise en gage de la facture. 1953-1958. 1 chemise

-
- 653 Correspondance relative à la Société nationale de crédit à l'industrie. 1952-1988. 1 chemise
- 654 Correspondance relative à la Société nationale d'investissement. 1952-1983. 1 chemise
- 655 Correspondance relative à la Caisse générale d'épargne et de retraite. 1983-1989. 1 chemise
- 656 Correspondance relative à la reconversion des PME et au Fonds assainissement. 1972-1976. 1 chemise
- E. RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE*
- 657 Correspondance relative à la réglementation économique. 1961-2000. 1 chemise
- 658 Correspondance relative à l'octroi de licences. 1975. 1 chemise
- 659 Correspondance relative au travail frauduleux. 1955-1983. 1 chemise
- 660 - 664 Correspondance relative aux accès à la profession. 1951-1997. 1951-1960. 1 liasse
- 661 1961-1962. 1 chemise
- 662 1963-1968. 1 chemise
- 663 1969-1977. 1 chemise
- 664 1978-1997. 1 liasse
- 665 Correspondance relative au secteur de la distribution. 1964-1995.

-
- 1 chemise
- 666 Correspondance relative au Conseil d'établissement. 1971-1989.
1 chemise
- 667 Correspondance relative au registre de commerce. 1951-1991.
1 chemise
- 668 Correspondance relative au registre de l'artisanat. 1956-1961.
1 chemise
- 669 - 670 Correspondance relative à la fermeture des magasins.
1951-2000.
1951-2000.
1 chemise
- 670 1958-1984.
1 chemise
- 671 Correspondance relative aux étrangers. 1954-1960.
1 chemise
- 672 Correspondance relative aux cumuls. 1983-1989.
1 chemise
- F. SOCIÉTÉS COMMERCIALES*
- 673 Correspondance relative aux sociétés commerciales. 1953-1993.
1 chemise
- 674 Correspondance relative aux sociétés sans but lucratif. 1982-1983.
1 chemise
- G. MESURES DE PROTECTION CONTRE DES TIERS*
- 675 Correspondance relative aux mesures de protection contre des
tiers. 1986.
1 pièce
- 676 Correspondance relative aux baux commerciaux. 1955-1969.
1 chemise
- 677 Correspondance relative aux baux à loyer et au blocage des loyers.
1977.
1 pièce
- 678 Correspondance relative aux fonds de commerce. 1956.

1 chemise

H. RÉFORME DE STRUCTURE

- 679 Correspondance relative aux réviseurs d'entreprises. 1952-1957.
1 chemise
- 680 Correspondance relative à l'enregistrement comptable et à la
comptabilité des entreprises. 1951-1996.
1 chemise
- 681 Correspondance relative au Conseil des cadres. 1976-1977.
1 chemise
- 682 Correspondance relative à la gestion contrôlée des entreprises en
difficulté. 1976-1978.
1 chemise
- 683 Correspondance relative aux faillites. 1981.
1 chemise
- I. POLICE DU COMMERCE, PRATIQUE DU COMMERCE, ABUS DE
PUISSANCE ÉCONOMIQUE*
- 684 Correspondance relative à la police du commerce, à la pratique du
commerce et aux abus de la puissance économique. 1962-1999.
1 liasse
- 685 Correspondance relative à la concurrence. 1975-1985.
1 chemise
- 686 Correspondance relative à l'indication des prix et quantités et à
l'étiquetage. 1974-2008.
1 chemise
- 687 Correspondance relative au contrôle de la qualité et de la
composition. 1977-1984.
1 chemise
- 688 Correspondance relative aux article de marque et aux marques de
qualité. 1971-1975.
1 chemise
- 689 Correspondance relative à l'hygiène en cours de fabrication des
marchandises, au conditionnement, etc. 1976-1980.
1 chemise
- 690 Correspondance relative à la politique des prix. 1952-1986.

		1 chemise
691	Correspondance relative à la réglementation des dénominations et composition des produits. 1992-1993.	1 chemise
	2. DOSSIERS	
	<i>A. GÉNÉRALITÉS</i>	
692	Avis concernant la situation économique à la fin de 1978 et ses perspectives pour 1979. 22 décembre 1978.	1 pièce
693	Dossier relatif aux indépendants. 1992-1999.	1 chemise
	<i>B. QUESTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE EN FAVEUR DES PME</i>	
	(1) Généralités	
694	Dossier relatif aux questions de politique économique en général en faveur des PME. 1974-1980.	1 chemise
695	Dossier relatif au plan Humblet. 1975-1981.	1 chemise
696	Dossier relatif à la loi de redressement. 1980-1984.	1 liasse
697	697 - 698 Dossiers relatifs à la loi-programme concernant les entreprises indépendantes. 1997-1998. 1997-1998.	1 liasse
698	1998-2000.	1 chemise
699	699 - 701 Dossiers relatifs au secteur de la construction. 1999-2000. 1999.	1 liasse
700	1999.	

		1 liasse
701	1999-2000.	1 chemise
702	Dossier relatif aux pouvoirs spéciaux. 1982-1996.	1 liasse
703	Dossier relatif à la loi portant des dispositions fiscales, financières et diverses. 23 décembre 1995.	1 pièce
704	(2) Comité national d'expansion économique Dossier relatif au Comité national d'expansion économique. 1959-1981.	1 liasse
705	Dossier relatif à la recherche scientifique. 1977-1986.	2 pièces
706	Dossier relatif à la relance de l'économie. 1975-1988.	1 liasse
707	Dossier relatif à la programmation économique. 1962-1971.	1 liasse
708	Dossier relatif à la décentralisation économique. 1970, 1984.	2 pièces
709	Dossier relatif à l'Office de promotion industrielle. 1970-1977.	1 liasse
710	Dossier relatif à la Conférence économique et sociale. 1970-1972.	1 chemise
711	Dossier relatif au groupe de travail " Programmation économique des PME ". 1971-1975.	1 liasse
712	(3) Communauté économique pour le charbon et l'acier Dossier relatif à la Communauté économique pour le charbon et l'acier. 1951.	1 pièce

-
- 713 (4) Benelux
Dossier relatif Benelux. 1953-1960. 1 liasse
- 714 (5) Centre national d'assistance technique et de recherche
appliquée pour les petites et moyennes entreprises (CENATRA)
Dossier relatif au Centre national d'assistance technique et de
recherche appliquée pour les petites et moyennes entreprises
(CENATRA). 1958-1977. 1 chemise
- (6) Marché commun (CEE)
- 715 715 - 716 Dossiers relatifs au Marché Commun (CEE). 1957-1982.
1957-1952. 1 liasse
- 716 1959-1982. 1 liasse
- 717 Dossier relatif au Comité économique et social. 1974-1987. 1 chemise
- 718 Dossier relatif à la mission économique belge en France organisée
du 8 au 24 avril 1959. 1959. 2 pièces
- 719 Dossier relatif aux missions économiques. 1977-1991. 1 liasse
- 720 Dossier relatif au Comité consultatif de commerce et de distribution
dans la CEE. 1978-1982. 1 chemise
- 721 Dossier relatif au Groupement européen de coopération (GEC).
1982-1989. 1 chemise
- 722 722 - 723 Dossier relatif aux politiques commerciales européennes
(livre vert). 1997-1998.
1997. 1 liasse
- 723 1998.

-
- 1 chemise
- 724 Dossier relatif au Commissariat général (Euro). 1997-1998.
1 liasse
- 725 Dossier relatif au livre vert " Concurrence ". 1997.
1 liasse
- 726 Dossier relatif au plan d'action européen visant à promouvoir
l'esprit d'entreprise et la compétitivité. 2000.
1 chemise
- 727 Dossier relatif à la lutte contre la discrimination. 31 mai 2000.
1 pièce

(7) Statistiques économiques

- 728 - 729 Dossier relatif aux statistiques économiques. 1951,
1967-1971.
1951.
1 chemise
- 729 1967-1971.
1 chemise
- 730 Dossier relatif à la définition de " PME ". 1999.
1 chemise
- 731 Dossier relatif au guichet unique. 2000.
1 chemise

(8) Création d'emplois dans les PME

- 732 Dossier relatif à la création d'emplois dans les PME. 1996.
1 chemise

C. FORMATION PROFESSIONNELLE

(1) Généralités

- 733 - 737 Dossiers relatifs à la formation et au perfectionnement
professionnels. 1948-1996.
1948-1961.
1 liasse
- 734 1964-1972.

		1 liasse
735	1972-1974.	1 liasse
736	1975-1985.	1 liasse
737	1976-1996.	1 liasse
738	(2) Apprentissage Dossier relatif à l'apprentissage. 1959-1987.	1 liasse
739	Dossier relatif aux réunions CNT concernant l'apprentissage industriel. 1959-1978.	1 chemise
740	Dossier relatif à la prolongation de la scolarité. 1964-1988.	1 chemise
741	(3) Perfectionnement professionnel Dossier relatif au perfectionnement professionnel, au crédit d'heures, aux congés payés et d'éducation. 1971-1979.	1 liasse
742	Dossier relatif aux métiers d'art. 1958.	1 chemise
743	Dossier relatif à l'orientation scolaire et professionnelle. 1953-1963.	1 chemise
744	Dossier relatif aux écoles supérieures et aux instituts de formation pour les classes moyennes. 1955-1987.	1 chemise
745	Dossier relatif au Voorlinchting van de ambachten en de kleine nijverheid. 1957-1982.	1 chemise
746	Dossier relatif à l'Institut royal des élites du travail de Belgique. 1968-1997.	1 chemise
747	Dossier relatif à la formation professionnelle dans les	

communautés. 1959-1992.

1 liasse

748 Dossier relatif au Vlaams instituut voor zelfstandig ondernemen
(VIZO). 1991.
1 chemise

749 Dossier relatif à l'Institut de formation permanente pour les classes
moyennes et les PME. 1991-1998.
1 chemise

D. PROBLÈMES DE LA DISTRIBUTION

(1) Généralités

750 Dossier relatif aux problèmes de la distribution. 1952-1980.
1 chemise

751 Dossier relatif à la planologie commerciale. 1973-1985.
1 chemise

752 Dossier relatif à la télématique dans le secteur commercial. 1981.
1 chemise

(2) Méthodes de vente

*753 - 756 Dossiers relatifs à la vente à tempérament et au crédit à
la consommation. 1953-1998.*

753 1953-1965.
1 liasse

754 1959-1979.
1 chemise

755 1976-1990.
1 liasse

756 1991-1998.
1 chemise

*757 - 758 Dossiers relatifs à la vente en solde et à la vente à prix
réduit. 1955-2000.*

757 1955-1989.
1 liasse

758 1991-2000.

		1 chemise
759	<i>759 - 760 Dossiers relatifs à la vente avec primes. 1953-1970.</i> 1953-1960.	1 chemise
760	1954-1970.	1 chemise
761	Dossier relatif aux homes des mutualités. 1957.	1 chemise
762	Dossier relatif à la vente dans les écoles. 1959-1987.	1 chemise
763	Dossier relatif aux marchés agricoles, aux ventes à la ferme (marché parallèle). 1982-1988.	1 chemise
764	Dossier relatif à la distribution de la presse. 1982-1983.	1 chemise
765	Dossier relatif aux coopératives agricoles. 1963-1964.	1 chemise
766	Dossier relatif à la vente aux enchères. 1957-1961.	1 chemise
767	Dossier relatif au bradage des prix et aux prix imposés. 1954-1964.	1 chemise
768	<i>768 - 769 Dossiers relatifs à la vente à distance. 1991-1999.</i> 1991-1995.	1 chemise
769	1999.	1 chemise
	(3) Commerce ambulant	
770	<i>770 - 774 Dossiers relatifs au commerce ambulant. 1953-2001.</i> 1953-1982.	1 liasse
771	1980-1988.	

		1 liasse
772	1989-1993.	1 chemise
773	1995-1996.	1 chemise
774	1999-2001.	1 chemise
775	Dossier relatif aux ventes itinérantes. 1971-1980.	1 chemise
776	(4) Adjudications et sous-traitance, marchés publics (Interregio) Dossier relatif aux adjudications et aux sous-traitances et aux marchés publics (Interregio). 1953-1991.	1 liasse
777	(5) Grands organismes de distribution (AGED) Dossier relatif aux grands magasins et aux grandes surfaces (implantation). 1952-1994.	1 liasse
778	Dossier relatif aux économats et coopératives pour consommateurs. 1954-1967.	1 chemise
779	Dossier relatif aux succursales. 2 juin 1981.	1 pièce
780	(6) Nouvelles techniques dans la distribution Dossier relatif aux nouvelles techniques dans la distribution. 1986- 1987.	1 chemise
781	(7) Export-Belgexport Dossier relatif à l'export et à Belgexport. 1959-1972.	1 chemise
782	Dossier relatif à la Commission d'étude pour la promotion des possibilités d'exportation des PME (OPEM). 1954.	1 chemise

-
- 783 (8) Publicité radio et TV
Dossier relatif à la publicité radio et TV. 1973-1992. 1 chemise
- 784 (9) Commerce de gros
Dossier relatif au commerce de gros et aux grossistes en carburants. 1952-1956. 1 chemise
- 785 (10) Achats en commun et coopération
Dossier relatif aux achats en commun et à la coopération. 1954-1978. 1 chemise
- 786 Dossier relatif à la franchise. 2000. 1 chemise

E. CRÉDIT

(1) Généralités

- 787 787 - 791 Dossiers relatifs au crédit. 1952-1990.
1952-1971. 1 liasse
- 788 Circulaire T.R. relative aux conditions d'octroi de la subvention-
intérêt et de la prime en capital, 1960-1975. 1 liasse
- 789 1969-1978. 1 chemise
- 790 1972-1990. 1 liasse
- 791 Réunions de la commission de la réforme de crédit, 1974. 1 chemise

(2) Caisse nationale de crédit professionnel

792	792 - 793 Dossier relatif à la Caisse nationale de crédit professionnel. 1952-2001. 1952-1964.	1 chemise
793	1967-2001.	1 liasse
794	Dossier relatif au crédit à l'outillage. 1952-1984.	1 chemise
795	Dossier relatif au crédit aux bâtiments industriels. 1955-1957.	1 chemise
796	Dossier relatif à l'épargne en vue de l'accès à la profession indépendante (préétablissement). 1962-1981.	1 chemise
797	Dossier relatif à la prime d'emploi. 1976-1981.	1 chemise
798	(3) Mise en gage de la facture Dossier relatif à la mise en gage de la facture. 1954-1958.	1 chemise
799	(4) Société nationale de crédit à l'industrie Dossier relatif à la Société nationale de crédit à l'industrie. 1953-1987.	1 chemise
800	(5) Société nationale d'investissement Dossier relatif à la Société nationale d'investissement. 1962-1981.	1 chemise
801	(6) CGER Dossier relatif à la CGER. 1981-1990.	1 chemise
802	(7) Reconversion PME (Fonds d'assainissement) Dossier relatif à la reconversion des PME et au fonds d'assainissement. 1971-1981.	1 chemise

- 803 (8) Commission bancaire
Dossier relatif à la Commission des normes comptables. 1995-1998.
1 chemise

F. RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE

- 804 (1) Généralités
Dossier relatif à la réglementation économique. 1955-1957.
1 chemise
- 805 Dossier relatif à l'octroi de licences. 1975.
1 chemise
- 806 Dossier relatif à l'octroi de plaques d'immatriculation
commerciales. 1999-2000.
1 chemise
- 807 Dossier relatif à la réglementation concernant l'agrégation des
entrepreneurs. 1999-2001.
1 chemise

(2) Accès à la profession

(a) Généralités

- 808 808 - 819 Dossiers relatifs à l'accès à la profession. 1949-1999.
1949-1951.
1 liasse
- 809 1951-1958.
1 liasse
- 810 1958-1962.
1 liasse
- 811 1961-1964.
1 liasse
- 812 1965-1969.
1 chemise
- 813 1969-1970.
1 chemise

814	1970-1978.	1 liasse
815	1973-1998.	1 liasse
816	1978-1980.	1 liasse
817	1986-1995.	1 chemise
818	1987-1992.	1 liasse
819	1992-1999.	1 chemise
820	<i>(b) Secteur de la distribution</i> Dossier relatif au secteur de la distribution. 1967-1990.	1 liasse
821	<i>(c) Conseil d'établissement</i> Dossier relatif au Conseil d'établissement. 1959-2002.	1 chemise
822	822 - 852 Dossiers relatifs à la loi d'établissement des professions réglementées. 1959-1985. Abatteurs. 1983-1985.	1 chemise
823	Agences de voyage. 1984.	1 chemise
824	Antiquaires. 1977-1978.	1 chemise
825	Asphalteurs spécialistes en travaux d'étanchéité. 1967.	1 chemise
826	Automatiques. 1984.	1 chemise
827	Bandagiste, orthésiste et prothésiste. 8 juin 1982.	

		1 pièce
828	Carrossiers. 1960-1977.	1 chemise
829	Cuisinistes. 1981.	1 chemise
830	Détaillants en engrais et fourrage. 1961.	1 chemise
831	Détectives. 1977-1981.	1 chemise
832	Droguistes. 1961.	1 chemise
833	Entrepreneurs généraux. 1971.	1 chemise
834	Entrepreneurs de maçonnerie et de bétons et entrepreneurs généraux de travaux publics. 1959-1961.	1 chemise
835	Équipements hospitaliers. 1984.	1 pièce
836	Esthéticiennes. 1971-1979.	1 chemise
837	Fondeurs de graisse animale. 1972.	1 chemise
838	Grossistes en fleurs. 1973-1974.	1 chemise
839	Grossistes en fruits et légumes. 1977-1982.	1 chemise
840	Grossistes en pommes de terre. 1972-1975.	1 chemise
841	Grossistes importateurs et exportateurs de chaussures et pantoufles. 1961.	1 chemise
842	Importateurs, exportateurs et grossistes en fruits, légumes et primeurs. 1970.	

		1 chemise
843	Machines à coudre. 1973.	1 chemise
844	Manège (exploitants de). 1982.	1 chemise
845	Opticiens optométristes. 1958-1974.	1 chemise
846	Patrons installateurs électriciens. 1960-1961.	1 chemise
847	Poêliers, installateurs de mini chauffage. 1967-1968.	1 chemise
848	Poissonniers. 1973-1980.	1 chemise
849	Pompes funèbres. 1967.	1 chemise
850	Réviseurs d'entreprises. 1980.	1 chemise
851	Sécheurs de chicorée. 1967-1970.	1 chemise
852	Tailleurs hommes. 1962.	1 chemise
853	853 - 854 Dossiers relatifs à la loi d'établissement (projet d'arrêté royal). 1971-1972. 1971-1972.	1 chemise
854	1972.	1 chemise
855	Dossier relatif à l'accès à la profession, à l'article 46 de la loi de réorientation économique, à la réponse des chambres des métiers et négoce (préposé à la gestion). 1980.	1 chemise

856	856 - 858 Dossiers relatifs aux statistiques concernant l'accès à la profession. 1968-1988. 1968-1988.	1 liasse
857	1970-1975.	1 chemise
858	1971.	1 chemise
859	859 - 939 Dossiers relatifs aux professions réglementées. 1953-2004. Préparateurs de lin. 1959.	1 chemise
860	Grossiste en chocolaterie, confiserie, etc. 1959-1969.	1 chemise
861	<i>861 - 864 Opticiens. 1953-1995.</i> 1953-1963.	1 liasse
862	1960-1982.	1 liasse
863	1983.	1 chemise
864	1987-1995.	1 chemise
865	Commerce du bois. 1959-1961.	1 chemise
866	Menuisiers-charpentiers. 1959-1995.	1 chemise
867	Coiffeurs. 1959-1990.	1 liasse
868	Entrepreneurs de peinture. 1959-1981.	1 chemise
869	Tailleurs pour hommes. 1959-1964.	

		1 chemise
870	<i>870 - 872 Boulangers-pâtisseries. 1959-2001.</i> 1959-1965.	1 liasse
871	1970-2001.	1 chemise
872	1989-1993.	1 liasse
873	Meunier. 1959-1988.	1 chemise
874	Droguistes. 1959-1961.	1 chemise
875	<i>875 - 877 Entrepreneurs de travaux publics et privés. 1959-1982.</i> 1959-1982.	1 liasse
876	1960-1979.	1 chemise
877	1963-1981.	1 chemise
878	Détaillants en textile. 1959-1984.	1 chemise
879	Photographes. 1959-1984.	1 liasse
880	<i>880 - 881 Installateurs en chauffage central. 1959-1989.</i> 1959-1989.	1 liasse
881	1982-1983.	1 chemise
882	Commerce de détail en alimentation générale. 1960.	1 chemise
883	Plafonneurs-cimentiers. 1960-1980.	

		1 chemise
884	Produits laitiers. 1960-1961.	1 chemise
885	Mécaniciens, cyclomoteurs et motocyclettes. 1960-1995.	1 chemise
886	886 - 887 Courtiers en assurances. 1959-1995. 1959-1966.	1 chemise
887	1967-1995.	1 liasse
888	Pâtisseries. 1961-1962.	1 chemise
889	Grossistes en viande. 1961-1979.	1 chemise
890	Bandagistes-orthopédistes. 1960-1997.	1 chemise
891	891 - 893 Imprimeurs, relieurs, photographes. 1961-1995. 1961-1977.	1 chemise
892	1989-1994.	1 chemise
893	1995.	1 chemise
894	Négociants en grains indigènes. 1961-1979.	1 chemise
895	895 - 896 Installateurs sanitaires. 1961-1984. 1961-1962.	1 chemise
896	1964-1984.	1 liasse
897	Entrepreneurs de couvertures de bâtiments. 1961-1979.	

		1 chemise
898	898 - 899 <i>Électriciens. 1961-1996.</i> 1961-1979.	1 liasse
899	1995-1996.	1 chemise
900	Entrepreneurs-tailleurs de pierres. 1963-1986.	1 chemise
901	Négociants-détaillants en combustibles solides. 1963-1986.	1 chemise
902	Entrepreneurs marbriers. 1964-1979.	1 chemise
903	Cordonniers. 1964-1993.	1 chemise
904	Carreleurs-mosaïstes. 1966-1979.	1 chemise
905	Négociants en fourrages et pailles. 1966-1987.	1 chemise
906	Entrepreneurs-organisateurs de spectacles. 1966-1987.	1 chemise
907	Techniciens en radio et télévision. 1964-1967.	1 chemise
908	Commerçants en bétail. 1967-1970.	1 chemise
909	909 - 910 <i>Techniciens en prothèse dentaire. 1967-1997.</i> 1967-1970.	1 liasse
910	1971-1997.	1 liasse
911	Tapissiers-poseurs de revêtements pour mur et sol. 1966-1982.	1 chemise

912	Fleuristes. 1969-1986.	1 liasse
913	Entrepreneurs de vitrage. 1966-1981.	1 liasse
914	Entrepreneurs de travaux de récolte et battage. 1961-1989.	1 liasse
915	Horlogers-réparateurs. 1964-1989.	1 chemise
916	Négociants-détaillants en combustibles liquides. 1969-1979.	1 chemise
917	Garagistes-réparateurs. 1971-1979.	1 chemise
918	Négociants en véhicules automobiles d'occasion. 1973-1980.	1 chemise
919	Installateurs frigoristes. 1973-1979.	1 chemise
920	Dégraisseurs-teinturiers et blanchisseurs. 1976-1988.	1 chemise
921	Détaillants en armurerie. 1973-1979.	1 chemise
922	Négociants-réparateurs de tracteurs et machines agricoles et horticoles. 1977-1980.	1 chemise
923	Préparateurs grossistes et/ou détaillants en gibier. 1979-1987.	1 chemise
924	Esthéticiennes. 1979-2004.	1 chemise
925	Carrossiers-réparateurs. 1980-1982.	1 chemise
926	Poissonniers-détaillants. 1981-1986.	1 chemise
927	Entrepreneurs de pompes funèbres. 1981-1983.	1 chemise

928	Fabricants installateurs d'enseignes lumineuses. 1981-1983.	1 chemise
929	Entrepreneurs d'étanchéité de constructeurs. 1981-1986.	1 chemise
930	Secteurs de la restauration. 1967-1990.	1 liasse
931	Entrepreneurs généraux de création et d'entretien. 1983-1993.	1 chemise
932	Entrepreneurs généraux de bâtiments. 1982-1984.	1 chemise
933	Entrepreneurs de démolition. 1982-1986.	1 chemise
934	Exploitants de manège. 1984-1990.	1 chemise
935	Entrepreneurs rejointoyeurs-ravaleurs de façades. 1988-1997.	1 chemise
936	Négociants détaillants en articles de bijouterie-joaillerie et horlogerie. 1990-1996.	1 chemise
937	Vendeurs-poseurs-réparateurs de pneumatiques. 1990.	1 chemise
938	Restaurateurs ou traiteurs-organisateur de banquets. 1984-1996.	1 chemise
939	Exploitants de café. 1992.	1 chemise
	(3) Registre du commerce	
940	940 - 942 Dossiers relatifs au registre de commerce. 1952-1999. 1952-1953.	1 chemise
941	1955-1999.	1 liasse

942	1983-1984.	1 chemise
943	Dossier relatif au registre de l'artisanat. 1956-1965.	1 chemise
944	Dossier relatif à la carte professionnelle. 1981-1996.	1 chemise
945	Dossier relatif au registre national. 1985.	1 pièce
	(4) Repos hebdomadaire et fermeture du soir	
	<i>946 - 949 Dossiers relatifs au repos hebdomadaire et à la fermeture du soir. 1953-2003.</i>	
946	1953-1977.	1 liasse
947	1960-2003.	1 chemise
948	1963-1994.	1 liasse
949	1992-1994.	1 chemise
	<i>950 - 972 Dossiers relatifs à la fermeture des magasins dans certains commerces. 1960-1995.</i>	
	950 - 952 Commerce d'alimentation. 1960-1989.	
950	1960-1961.	1 chemise
951	1967-1975.	1 liasse
952	1973-1989.	1 chemise
953	Produits laitiers. 1960-1961.	1 chemise

954	954 - 956 Boulangers-pâtisseries. 1960-1995. 1960-1964.	1 chemise
955	1961-1964.	1 chemise
956	1964-1995.	1 chemise
957	Chaussures. 1961.	1 chemise
958	Divertissements. 1961.	1 chemise
959	Textiles. 1961-1963.	1 chemise
960	Négociants en journaux, publications et libraires. 1961-1974.	1 chemise
961	Fleuristes. 1961-1975.	1 chemise
962	Bijoutiers-horlogers. 1961-1980.	1 chemise
963	963 - 964 Coiffeurs. 1961-1962. 1961-1962.	1 chemise
964	1961-1962.	1 chemise
965	Tailleurs de vêtements. 1962-1964.	1 chemise
966	Meubles-tapisseries. 1961-1964.	1 chemise
967	Droguistes. 1962-1964.	1 chemise
968	Quincailliers. 1962-1964.	1 chemise

969	Mécaniciens cycles-motos. 1962-1963.	1 chemise
970	Opticiens. 1962-1965.	1 chemise
971	Pompistes. 1974.	1 chemise
972	Blanchisseries, lavoirs publics, salons-lavoirs, etc. 1978.	1 chemise
973	973 - 974 Avis relatifs au repos hebdomadaire. 1960-1963. 1960-1963.	1 chemise
974	1960-1963.	1 chemise
975	(5) Étrangers Dossier relatif aux étrangers. 1965.	2 pièces
976	(6) Travail frauduleux Dossier relatif au travail frauduleux. 1954-1976.	1 chemise
977	(7) Cumuls Dossier relatif aux cumuls. 1983-1987.	1 chemise
978	<i>G. SOCIÉTÉS COMMERCIALES</i> Dossier relatif aux sociétés commerciales. 1971-1995.	1 chemise
979	Dossier relatif aux sociétés d'une personne. 1979-1988.	1 chemise
980	Dossier relatif aux sociétés sans but lucratif. 1982-1983.	1 chemise

-
- 981** *H. MESURES DE PROTECTION CONTRE DES TIERS*
Dossier relatif aux baux commerciaux. 1969-1994. 1 chemise
- 982** Pièces relatives aux baux à loyer et au blocage des loyers. 1953-
1955. 2 pièces
- 983** Dossier relatif au fonds de commerce. 1955-1956. 1 chemise
- 984** *I. RÉFORME DE STRUCTURE*
Dossier relatif aux réviseurs d'entreprises. 1952-1994. 1 liasse
- 985** Dossier relatif à l'enregistrement comptable et à la comptabilité
des entreprises. 1952-1986. 1 liasse
- 986** Dossier relatif aux experts comptables. 1968-1985. 1 chemise
- 987** Dossier relatif aux conseils d'entreprises et au conseil des
travailleurs. 1948-1986. 1 chemise
- 988** Dossier relatif au Conseil des cadres. 1975. 1 pièce
- 989** Dossier relatif à la gestion contrôlée des entreprises en difficulté.
1968-1978. 1 chemise
- 990** Dossier relatif aux faillites. 1980-1999. 1 liasse
- 991** Dossier relatif à la transmission et la succession des entreprises.
1987-1998. 1 chemise

*J. POLICE DU COMMERCE, PRATIQUE DU COMMERCE ET ABUS DE
PUISSANCE ÉCONOMIQUE*

992 - 1001 Projets de lois et documents parlementaires relatifs à la police du commerce, à la pratique du commerce et à l'abus de puissance économique. 1960-1999.

992	1960-1962.	1 chemise
993	1964-1969.	1 chemise
994	1964-1971.	1 liasse
995	1969-1971.	1 chemise
996	1971-1978.	1 liasse
997	1978-1983.	1 liasse
998	1982-1989.	1 liasse
999	1985-1986.	1 liasse
1000	1989-1999.	1 chemise
1001	1990-1999.	1 chemise
1002	Dossier relatif à la concurrence. 1977-2000.	1 liasse
	1003 - 1012 Dossiers relatifs à l'indication des prix et quantités et à l'étiquetage. 1945-2001.	
1003	<i>1003 - 1005 Contrôle de la qualité et de la composition. 1945-1996.</i> 1945-1989.	1 liasse

1004	1975-1996.	1 chemise
1005	1996.	1 chemise
1006	1006 - 1007 Articles de marque et marques de qualité. 1982, 1992-1998. 1982.	1 chemise
1007	1992-1998.	1 liasse
1008	1008 - 1009 Hygiène en cours de fabrication des marchandises, conditionnement, etc. 1976-1987, 1998-2000. 1976-1987.	1 chemise
1009	1998-2000.	1 liasse
1010	1010 - 1011 Étiquetage de la viande. 1997, 2000-2001. 1997.	1 chemise
1011	2000-2001.	1 chemise
1012	Eaux minérales naturelles et eaux de source. 1998-1999.	1 chemise
1013	1013 - 1014 Dossiers relatifs à la politique des prix. 1952-1993. 1952-1971.	1 chemise
1014	1966-1993.	1 chemise
1015	Dossier relatif au prix de référence des véhicules neufs (contrat- type). 1998.	1 chemise

-
- 1016 Dossier relatif au prix de l'énergie électrique. 1972. 1 chemise
- 1017 1017 - 1020 Dossiers relatifs à la réglementation des dénominations et composition des produits. 1982-2001. 1982-1994. 1 chemise
- 1018 1993-1999. 1 liasse
- 1019 1996-2000. 1 chemise
- 1020 2000-2001. 1 chemise
- 1021 1021 - 1022 Dossiers relatifs aux substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement. 1976-1999. 1976-1999. 1 chemise
- 1022 1994-1998. 1 liasse
- C. GESTION DES QUESTIONS SOCIALES*
1. CORRESPONDANCE
- A. GÉNÉRALITÉS*
- 1023 Correspondance relative à des questions sociales. 1971-1991. 1 chemise
- B. SÉCURITÉ SOCIALE DES SALARIÉS ET RÉFORME DE L'ONSS*
- 1024 Correspondance relative à la sécurité sociale des salariés et à la réforme de l'ONSS. 1952-1986. 1 chemise
- 1025 Correspondance relative au Comité de gestion de la sécurité sociale. 1994-1995. 1 chemise
- 1026 Correspondance relative aux accidents de travail et maladies professionnelles. 1951-1970.

		1 chemise
1027	Correspondance relative aux allocations familiales. 1958-1972.	1 chemise
1028	Correspondance relative à l'emploi et au chômage. 1954-1983.	1 chemise
1029	Correspondance relative au secteur INAMI. 1965-1976.	1 chemise
1030	Correspondance relative aux services médicaux du travail. 1963-1977.	1 chemise
1031	Correspondance relative à l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs. 1988-1990.	1 chemise
1032	Correspondance relative à la pension de vieillesse des salariés. 1954-1975.	1 chemise
1033	Correspondance relative au travail à temps partiel. 1952-1983.	1 chemise
1034	Correspondance relative au dépannage professionnel. 1973.	1 chemise
1035	Correspondance relative aux handicapés. 1959-1988.	1 chemise
1036	<i>C. SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS</i> Correspondance relative à la sécurité sociale des travailleurs (statut social, groupe de travail). 1962-1990.	1 liasse
1037	Correspondance relative au Comité général de gestion pour le statut social des indépendants. 1993-2004.	1 chemise
1038	Correspondance relative aux pensions. 1952-1987.	1 liasse
1039	Correspondance relative au Conseil supérieur des pensions pour travailleurs indépendants. 1956-1959.	1 chemise

- 1040 Correspondance relative aux allocations familiales. 1953-1969.
1 chemise
- 1041 Correspondance relative à la Commission Allocations familiales
pour travailleurs indépendants (Ministère des Classes moyennes).
1956-1994.
1 chemise
- 1042 Correspondance relative à l'assurance maladie-invalidité. 1963-
1990.
1 chemise
- D. QUESTIONS RELATIVES AUX INDÉPENDANTS*
- 1043 Correspondance relative au Conseil des prud'hommes et aux
tribunaux du travail. 1952-1978.
1 chemise
- 1044 1044 - 1048 Correspondance relative à la simplification des
formalités administratives (COMFORM). 1982-2000.
1982-1984.
1 chemise
- 1045 1985-1988.
1 liasse
- 1046 1989-1990.
1 chemise
- 1047 1991-1993.
1 chemise
- 1048 1993-2000.
1 chemise
- 1049 Correspondance relative à la Commission COMFORM-Travail. 1990-
1999.
1 chemise
- 1050 Correspondance relative à AUDITFORM. 1993-1995.
1 chemise
- E. POLITIQUE FAMILIALE*
- 1051 Correspondance relative au Conseil supérieur de la famille. 1990-
1995.

-
- 1 chemise
- 1052 Correspondance relative aux prêts nuptiaux. 1965.
2 pièces
- 1053 *F. QUESTIONS RELATIVES AUX SALARIÉS ET APPOINTÉS*
Correspondance relative au contrat de travail. 1953-1996.
1 chemise
2. DOSSIERS
- 1054 *A. GÉNÉRALITÉS*
Dossier relatif aux secrétariats sociaux et projets de loi sur le
travail. 1970-1996.
1 chemise
- B. SÉCURITÉ SOCIALE DES SALARIÉS ET RÉFORME DE L'ONSS*
- 1055 1055 - 1057 Dossiers relatifs à la sécurité sociale des salariés et la
réforme de l'ONSS. 1970-1994.
1970-1994.
1 chemise
- 1056 1976.
1 chemise
- 1057 1983.
1 chemise
- 1058 1058 - 1059 Dossiers relatifs aux charges sociales des PME. 1952-
1986.
1952-1963.
1 chemise
- 1059 1965-1986.
1 liasse
- 1060 Dossier relatif à la représentation des classes moyennes au sein
des organes de l'ONSS. 1960-1978.
1 chemise
- 1061 Dossier relatif à la Commission royale chargée de préparer la
codification, l'harmonisation et la simplification de la législation
concernant la sécurité sociale. 23 juillet 1980.

1 pièce

1062 Dossier relatif au Comité de gestion de la sécurité sociale. 7 août 1995.

1 pièce

1063 Dossier relatif aux accidents de travail et aux maladies professionnelles. 1951-1986.

1 chemise

1064 Dossier relatif aux allocations familiales. 1962-1986.

1 chemise

1065 1065 - 1066 Dossiers relatifs à l'emploi et au chômage. 1953-1999. 1953-1985.

1 chemise

1066 30 novembre 1999.

1 pièce

1067 Dossier relatif à la promotion de l'emploi dans les PME. 1983-1986.

1 chemise

1068 Dossier relatif aux chèques services. 1999.

1 chemise

1069 Dossier relatif à la maladie et à l'invalidité. 1945-1997.

1 chemise

1070 Dossier relatif au service médical du travail. 1963-1979.

1 chemise

1071 Dossier relatif à l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs. 1988.

1 chemise

1072 Dossier relatif au bien-être des travailleurs salariés. 1994-1996.

1 liasse

1073 Dossier relatif à la pension de vieillesse des salariés. 1952-1994.

1 chemise

1074 Dossier relatif à la durée du travail. 1952-1981.

1 chemise

1075 Dossier relatif au travail à temps partiel et intérimaire. 1980-1992.

1 chemise

-
- 1076 Dossier relatif au nouveau régime de travail dans les entreprises.
1964-1986. 1 chemise
- 1077 Dossier relatif à la fermeture d'entreprises et au fonds
d'indemnisation. 1979-1984. 1 chemise
- 1078 Dossier relatif au dépannage professionnel. 1973. 1 chemise
- 1079 Dossier relatif aux handicapés. 1959-1997. 1 chemise

C. SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

- (1) Généralités
- 1080 Dossier relatif à la sécurité sociale des travailleurs indépendants.
1975-1976. 1 liasse
- 1081 *1081 - 1085 Dossiers relatifs au statut social et au groupe de
travail " Statut social des indépendants ". 1952-2002.*
1952-1967. 1 chemise
- 1082 1967-1970. 1 liasse
- 1083 1970-1984. 1 liasse
- 1084 1974-1992. 1 liasse
- 1085 1992-2002. 1 chemise
- 1086 Dossier relatif au Comité général de gestion pour le statut social
des indépendants. 1997-1999. 3 pièces

(2) Pension

1087 - 1091 Dossiers relatifs à la pension des indépendants. 1952-2000.

1087	1952-1953.	1 chemise
1088	1952-2000.	1 chemise
1089	1953-1959.	1 liasse
1090	1955-1980.	1 liasse
1091	1957-1999.	1 liasse

(3) Allocations familiales

1092 - 1096 Dossiers relatifs aux allocations familiales. 1952-1999.

1092	1952.	1 chemise
1093	1953.	1 chemise
1094	1953-1962.	1 chemise
1095	1957-1965.	1 liasse
1096	1960-1999.	1 chemise
1097	Dossier relatif à la Commission Allocations familiales pour travailleurs indépendants (ministère des Classes moyennes). 1956-1987.	1 chemise

(4) Assurance maladie-invalidité

1098	Dossier relatif à l'assurance maladie-invalidité. 1952-2000.	1 chemise
------	--	-----------

-
- 1099 (5) Salaire différé dans les exploitations familiales
Dossier relatif au salaire différé dans les exploitations familiales.
1962-1967. 1 chemise
- 1100 Dossier relatif aux aidants. juillet 1963. 1 pièce
- 1101 (6) Accidents du travail
Dossier relatif aux accidents de travail. 1970-1987. 1 chemise
- 1102 (7) Incapacité de travail
Dossier relatif à l'incapacité de travail du conjoint aidant. 1992. 1 chemise
- D. QUESTIONS RELATIVES AUX INDÉPENDANTS*
- 1103 (1) Construction d'habitations à bon marché
Dossier relatif à la construction d'habitations bon marchés. 1952-
1986. 1 chemise
- 1104 Dossier relatif à la construction d'habitations moyennes. 1953-
1973. 1 chemise
- 1105 Dossier relatif à la vente d'habitations sur plan. 22 décembre 1980. 1 pièce
- 1106 Dossier relatif les chantiers temporaires ou mobiles. 2000-2001. 1 chemise
- 1107 (2) Conseils de prud'hommes
Dossier relatif aux conseils de prud'hommes. 1952-1980. 1 chemise

(3) Simplifications des formalités administratives (COMFORM)

1108 - 1112 Dossiers relatifs aux simplifications des formalités administratives (COMFORM). 1975-1998.

- 1108** Groupe de travail chargé de l'étude de la simplification des formalités administratives imposées aux PME. 1975-1977.
1 chemise
- 1109** Propositions de simplifications ou modifications des systèmes existants. 1981.
1 chemise
- 1110** 1110 - 1111 Commission chargée de l'étude de la simplification des formalités administratives imposées aux petites et moyennes entreprises et aux indépendants. 1982-1998.
1982-1987.
1 liasse
- 1111** 1989-1998.
1 liasse
- 1112** Convention de collaboration avec le ministère de l'Emploi et du Travail. 1988-1990.
1 chemise
- 1113** *1113 - 1189 Avis. 1976-1998.*
Généralités. 1976-1986.
1 chemise
- 1114** Adaptation des critères pour les formalités de TVA simplifiées. 1982-1990.
1 chemise
- 1115** Dresser un inventaire de toutes les formalités que doit remplir un chef de PME. 1982-1990.
1 chemise
- 1116** Examen des nouveaux formulaires de l'ONSS destinés aux employeurs de moins de 10 travailleurs. 1982-1990.
1 chemise
- 1117** Projet d'AR concernant l'installation et l'exploitation des ateliers de préparation de produits à base de viandes et l'exportation de ces produits. 1982-1990.
1 chemise

-
- | | | |
|------|--|-----------|
| 1118 | Introduction d'une fiche administrative. 1982-1990. | 1 chemise |
| 1119 | Notification des accidents du travail. 1982-1990. | 1 chemise |
| 1120 | Adaptation de la législation sur la comptabilité des entreprises à la quatrième directive de la CEE. 1982-1990. | 1 liasse |
| 1121 | Règlement technique pour les véhicules. 1982-1990. | 1 chemise |
| 1122 | Document unique pour le trafic intra-Benelux. 1982-1990. | 1 chemise |
| 1123 | Formulaire combiné " déclaration/paiement " du précompte professionnel. 1982-1990. | 1 chemise |
| 1124 | Fiches individuelles et relevés récapitulatifs pour rémunérations des salariés et appointés. 1982-1992. | 1 chemise |
| 1125 | Modèle de rapport du Service de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. 1982-1991. | 1 chemise |
| 1126 | Projet d'AR portant modification de l'AR du 27 février 1963 relatif aux produits laitiers. 1983-1991. | 1 chemise |
| 1127 | Bons de commande du ministère des Finances (ONSS, précompte professionnel). 1982-1992. | 1 chemise |
| 1128 | Projet d'AR prescrivant une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin au 1er avril et au 1er août 1983. 1983-1994. | 1 liasse |
| 1129 | Projet d'AR prescrivant le recensement agricole et horticole en 1983. 1983-1991. | 1 liasse |
| 1130 | Nomenclature utilisée pour la loi d'établissement, le registre du commerce ou de l'artisanat, l'enregistrement et l'agrégation des entrepreneurs. 1982-1990. | |

		1 chemise
1131	Politique de modération dans les entreprises où il existe une délégation syndicale et qui occupent moins de vingt travailleurs. 1983-1990.	1 chemise
1132	Projet de loi sur la garantie des ouvrages en métaux précieux. 1983-1991.	1 chemise
1133	Contrôles en matière de foires, expositions et congrès. 1983-1991.	1 chemise
1134	Application de l'article 42, § 2, du Code de TVA (avions et appareils analogues). 1983-1997.	1 chemise
1135	Application de l'AR n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de PME. 1983-1996.	1 liasse
1136	Formulaire de déclaration des impôts sur les revenus des travailleurs indépendants et système des versements anticipés. 1983-1991.	1 chemise
1137	Problème des prix et affichage des prix chez les antiquaires. 1989-1991.	1 chemise
1138	Attestation fiscale pour les assurances sociales. 1983-1991.	1 chemise
1139	Réglementation en matière d'immatriculation des véhicules à moteur. 1983-1992.	1 chemise
1140	AR prescrivant une statistique annuelle des créances et engagements de certaines entreprises du secteur financier et des assurances. 1983-1996.	1 liasse
1141	Tenue et conservation du registre des présences. 1983-1992.	1 chemise
1142	Formulaire pour la déduction pour les investissements. 1983-1992.	

-
- | | | |
|------|--|-----------|
| | | 1 chemise |
| 1143 | AR maintenant en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité, des stocks. 1983-1992. | 1 liasse |
| 1144 | Modération des revenus, formulaire à l'usage des PME. 1992-1998. | 1 liasse |
| 1145 | Listes des entrepreneurs enregistrés. 1983-1989. | 1 chemise |
| 1146 | Simplification des modalités pour l'obtention des avantages sociaux pour les médecins conventionnés. 1983-1994. | 1 chemise |
| 1147 | Vérification du droit aux allocations familiales. 1980-1993. | 1 chemise |
| 1148 | Simplification du statut social des indépendants. 1983-1993. | 1 chemise |
| 1149 | CEE, projet de la Commission " Document unique ". 1983-1994. | 1 liasse |
| 1150 | Formalités imposées aux employeurs en cas de mise en chômage partiel. 1984-1994. | 1 chemise |
| 1151 | Documents de demande de prêt subordonné auprès du Fonds de participation créé au sein de la CNCP. 1983-1995. | 1 chemise |
| 1152 | Formalités administratives relatives aux heures supplémentaires. 1984-1996. | 1 liasse |
| 1153 | Simplification administrative en matière notariale. 1984-1997. | 1 chemise |
| 1154 | Formulaire de renseignements pour la Commission des dispenses de cotisations. 1984-1997. | 1 chemise |
| 1155 | AR n° 289 du 21 mars 1984 relatif à la modération des revenus des travailleurs indépendants. 1984-1997. | 1 liasse |

1156	Assouplissement des modalités de dépôt des actes et bilans aux greffes. 1997.	1 chemise
1157	Formulaire standardisé pour le dépôt des comptes annuels des PME. 1980-1987.	1 chemise
1158	Formulaires ONEM relatifs à la cotisation spéciale de sécurité sociale. 1984-1985.	1 chemise
1159	Décompte de la cotisation sociale 1982. 1984.	1 chemise
1160	Demande d'agrément de société novatrice. 1984.	1 chemise
1161	Formalités requises pour la mise en activité d'une SPRL. 1984-1986.	1 chemise
1162	Critères du plan comptable minimum. 1984-1989.	1 chemise
1163	Livres des accises. 1985-1987.	1 chemise
1164	Régularisation du début d'activité. 1985.	1 chemise
1165	AR portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice par les étrangers des activités indépendantes. 1985-1986.	1 chemise
1166	Information sur la TVA aux candidats-indépendants. 1985-1986.	1 chemise
1167	Coordination entre les questionnaires statistiques et autres adressés aux entreprises par divers organismes publics. 1985.	1 chemise
1168	Modifications des critères d'accès au marché par les entrepreneurs de transport. 1985.	1 chemise
1169	Documents auxquels une PME peut être confrontée lorsqu'elle	

	engage du personnel. 1987.	1 chemise
1170	Loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radio-diffusion. 1984-1986.	1 chemise
1171	Protection des personnes créancières et débitrices de certains pouvoirs publics. 1985-1986.	1 chemise
1172	Obligation simplifiée de déclaration des accidents du travail. 1986.	1 chemise
1173	Suppression du document de renseignements trisannuel, instauré par l'article 3 § 3 de l'AR du 9 décembre 1968 relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs. 1986.	1 chemise
1174	Le registre du personnel. 1986.	1 chemise
1175	Projet d'AR modifiant les AR et AM prescrivant des statistiques annuelles de la production industrielle. 1986-1989.	1 chemise
1176	Projet d'AR prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks des meuneries industrielles agréées. 1986-1987.	1 chemise
1177	Système de TVA et son application dans le secteur de la construction. 1986.	1 chemise
1178	Suppression de la fiche individuelle 281.50 et du relevé récapitulatif 325.50 en exécution de l'article 47 du code des impôts sur les revenus. 1986-1987.	1 chemise
1179	Projet de loi réglementant certains contrats de crédit à la consommation : vente à tempérament, prêt à tempérament, prêt personnel à tempérament, carte d'achat. 1986-1987.	1 liasse
1180	Projet d'AM en exécution de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes. 1986-1987.	1 chemise

-
- 1181 AR modifiant l'AM du 15 janvier 1962 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la transformation des matières plastiques. 1986.
1 chemise
- 1182 Projet d'AR modifiant l'AR n° 1 du 23 juillet 1969 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée. 1986-1987.
1 chemise
- 1183 Projet d'AR modifiant l'AM du 29 octobre 1956 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans certains secteurs de l'industrie chimique. 1986-1987.
1 chemise
- 1184 Règlement du 17 septembre 1986 modifiant l'AR du 31 décembre 1963 portant règlement des indemnités en matières d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. 1987.
1 chemise
- 1185 Obligations administratives suite à l'introduction des droits de contrôle sur la viande de boucherie, la viande de volaille et le poisson. 1986-1989.
1 liasse
- 1186 Simplification des formalités en matière de retenues sur les pensions et les prépensions. 1986-1987.
1 chemise
- 1187 Formulaire " Requête en délivrance d'un brevet selon la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention ". 1987.
1 chemise
- 1188 Statistique des stocks et de l'importation et de l'exportation de diamants. 1987.
1 chemise
- 1189 Statistiques annuelles des points de vente de carburants pour véhicules à moteur. 1988-1990.
1 chemise
- 1190 (4) Auditforum
Dossier relatif à l'Auditforum. 1993-1995.
1 liasse

-
- 1191** *E. POLITIQUE FAMILIALE*
Pièce relative à la composition du Conseil de la famille. 21 février 1952.
1 pièce
- 1192** Proposition de loi portant création d'un Fonds national des prêts nuptiaux. 18 novembre 1965.
1 pièce
- 1193** Coupure de presse relative au rapport annuel de la Société nationale de crédit à l'industrie. 20 mars 1952.
1 pièce
- F. QUESTIONS RELATIVES AUX SALARIÉS ET APPOINTÉS*
- 1194** 1194 - 1197 Dossiers relatifs aux contrats de travail. 1952-1996.
Contrats de travail. 1952-1996.
1 chemise
- 1195** Contrat d'emploi. 1954.
2 pièces
- 1196** Travail des étudiants. 1969-1970.
1 chemise
- 1197** Contrat de travail des représentants de commerce. 1963-1995.
1 chemise
- 1198** Dossier relatif au salaire hebdomadaire garanti. 1952-1964.
1 chemise
- 1199** Dossier relatif au travail à domicile. 1954-1970.
1 chemise
- 1200** Note relative aux grèves. [années 1960 ?].
1 pièce
- 1201** Dossier relatif à la protection de la rémunération. 1960-1984.
1 chemise
- 1202** Dossier relatif aux chèques repas. 1990.
1 chemise

G. INFORMATISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

1203 - 1205 Dossiers relatifs à l'informatisation de la sécurité sociale. 1987-1998.

- 1203 1987-1990. 1 liasse
- 1204 1990-1993. 1 chemise
- 1205 1992-1998. 1 chemise

H. RÉFORME DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

- 1206 Dossier relatif au Tribunal du travail. 1989-2000. 1 liasse

I. CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

- 1207 Projet de loi relatif à la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe. 19 octobre 1989. 1 pièce

J. ADMINISTRATION SOCIALE À TENIR PAR LES EMPLOYEURS

- 1208 Dossier relatif à la modernisation et la simplification de l'administration sociale à tenir par les employeurs. 1996-1999. 1 chemise

D. GESTION DES QUESTIONS FISCALES

1. CORRESPONDANCE

A. IMPÔTS (EN GÉNÉRAL)

- 1209 Correspondance relative aux impôts. 1954-1962. 1 chemise
- 1210 Correspondance relative à la discrimination fiscale. 1972-1973. 1 chemise
- 1211 Correspondance relative à l'aide fiscale. 1973-1976. 1 chemise
- 1212 Correspondance relative aux impôts sur les revenus. 1953-1989.

1 chemise

B. IMPÔTS DIRECTS

1213 Correspondance relative à la taxe professionnelle. 1954-1960.
1 chemise

1214 Correspondance relative aux impôts communaux et à la taxe
d'agglomération. 1975, 1980.
2 pièces

C. TAXES ET DROITS DE TIMBRE

1215 Correspondance relative aux taxes et droits de timbre. 1994.
1 chemise

1216 Correspondance relative aux taxes assimilées au timbre. 1952-
1961.
1 chemise

1217 Correspondance relative à la taxe de transmission. 1952-1956.
1 chemise

1218 Correspondance relative à la taxe de luxe. 1956.
1 chemise

1219 Correspondance relative à la taxe de facture. 1952-1954.
1 chemise

1220 Correspondance relative à la taxation forfaitaire. 1952-1983.
1 chemise

1221 Correspondance relative à la taxe sur la valeur ajoutée. 1965-1982.
1 liasse

1222 Correspondance relative à la taxe d'ouverture (contrats). 1952-
1959.
1 chemise

1223 Correspondance relative aux contrats des stations-service. 1973.
1 chemise

D. COMMISSIONS FISCALES

1224 Correspondance relative aux commissions fiscales. 1952-1957.
1 chemise

2. DOSSIERS

A. IMPÔTS (EN GÉNÉRAL)

- 1225 Dossier relatif aux impôts. 1952-1987. 1 liasse
- 1226 Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique en ce qui concerne la répression pénale de la fraude fiscale. 22 décembre 1983. 1 pièce
- 1227 1227 - 1228 Dossiers relatifs à la loi unique. 1960-1961. 1960. 1 chemise
- 1228 1960-1961. 1 chemise
- 1229 Dossier relatif à la discrimination fiscale. 1972. 1 chemise
- 1230 Dossier relatif à l'aide fiscale. 1969-1973. 1 chemise
- B. IMPÔTS DIRECTS*
- 1231 Dossier relatif aux impôts sur les revenus. 1955-1992. 1 chemise
- 1232 Dossier relatif aux impôts sur les sociétés. 1986-1997. 1 chemise
- 1233 Dossier relatif à la taxe professionnelle. 1954-1959. 1 chemise
- 1234 Pièce relative aux impôts directs. 28 décembre 1951. 1 pièce
- C. TAXES ET DROITS DE TIMBRE*
- 1235 Dossier relatif aux taxes assimilées au timbre. 1952-1963. 1 chemise
- 1236 Dossier relatif à la réduction de la TVA. 1999. 1 chemise

1237	Dossier relatif à l'Europvignet pour les camions. 1999.	1 chemise
1238	1238 - 1241 Dossiers relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée. 1961-1992. 1961-1968.	1 liasse
1239	1968-1969.	1 chemise
1240	1969-1970.	1 chemise
1241	1970-1992.	1 liasse
1242	Dossier relatif à la taxe d'ouverture. 1954-1979.	1 chemise
1243	Dossier relatif à la résiliation unilatérale des concessions de vente, au contrat de franchisage, au contrat d'agence commerciale. 1970-1982.	1 chemise
1244	Dossier relatif aux contrats des stations-service. 1965-2000.	1 chemise
1245	<i>D. RÉGIME DE L'ALCOOL</i> Dossier relatif au régime de l'alcool. 1953-1957.	1 chemise
1246	<i>E. COMMISSIONS FISCALES</i> Dossier relatif aux commissions fiscales. 1955.	1 chemise
1247	Liste des conseils fiscaux. 1996.	1 chemise

*E. GESTION DES QUESTIONS PROPRES AUX PROFESSIONS
LIBÉRALES*

1. CORRESPONDANCE

A. FORMATION PROFESSIONNELLE

- 1248 Correspondance relative aux questions propres aux professions libérales. 1981-1986. 1 chemise
- 1249 Correspondance relative à la formation professionnelle. 1972-1980. 1 chemise
- 1250 Correspondance relative au recyclage dans les professions libérales et intellectuelles. 1967-1968. 1 chemise
- 1251 Correspondance relative à la Commission " Formation des détectives privés ". 1977-1981. 1 chemise

B. SOCIÉTÉS CIVILES

- 1252 Correspondance relative aux sociétés civiles. 1968-1985. 1 chemise

C. RÉGLEMENTATION DE L'ACCÈS AUX PROFESSIONS LIBÉRALES

- 1253 Correspondance relative à la réglementation concernant l'accès aux professions libérales. 1970-1985. 1 chemise
- 1254 Correspondance relative aux statuts des kinésithérapeutes. 1985-1986. 1 chemise
- 1255 Correspondance relative au numerus clausus. 1985-1986. 1 chemise

D. DÉONTOLOGIE

- 1256 Correspondance relative à la déontologie. 1972. 2 pièces

E. HONORAIRES D'EXPERTS POUR LES TRIBUNAUX

- 1257 Correspondance relative aux honoraires d'experts pour les

tribunaux. 1978-1989.

1 chemise

F. PROBLÈMES FISCAUX

1258 Correspondance relative aux problèmes fiscaux. 1981-1982.

1 chemise

G. PROMOTION D'EMPLOI DANS LES PROFESSIONS LIBÉRALES

1259 Correspondance relative à la promotion d'emploi dans les professions libérales. 1984-1989.

1 chemise

H. PROTECTION DU TITRE ET DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL

1260 - 1265 Correspondance relative à la protection du titre et de l'exercice professionnel. 1987-1996.

1260 Consultant immobilier. 1987-1988.

1 liasse

1261 Comptable. 1992-1993.

1 chemise

1262 Traducteur et interprète. 1993.

2 pièces

1263 Géomètre et expert immobilier. 1995.

1 chemise

1264 Architecte. 1996.

1 chemise

1265 Experts en automobiles. 10 juin 1993.

1 pièce

2. DOSSIERS

A. GÉNÉRALITÉS

1266 Dossier relatif aux questions propres aux professions libérales. 1981-2000.

1 chemise

B. FORMATION PROFESSIONNELLE

1267 Dossier relatif à la formation professionnelle. 1971-1978.

		1 chemise
1268	Dossier relatif au recyclage. 1967-1988.	1 chemise
1269	Dossier relatif à la Commission formation des détectives privés. 1992-1995.	1 chemise
1270	<i>C. SOCIÉTÉS CIVILES</i> Dossier relatif aux sociétés civiles. 1968-1985.	1 liasse
1271	<i>D. RÉGLEMENTATION DE L'ACCÈS AUX PROFESSIONS LIBÉRALES</i> Dossier relatif à la réglementation de l'accès aux professions libérales. 1970-1992.	1 liasse
1272	1272 - 1273 Dossiers relatifs aux professions libérales dans la CEE. 1970-1986. 1970-1979.	1 chemise
1273	1977-1986.	1 liasse
1274	Dossier relatif aux statuts des kinésithérapeutes. 1984-1995.	1 chemise
1275	Loi relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales. 24 juin 1999.	1 pièce
1276	<i>E. DÉONTOLOGIE</i> Dossier relatif à la déontologie. 1972-1985.	1 chemise
1277	Dossier relatif aux dentistes. 1996-1999.	1 liasse
1278	Proposition de loi relative à la création de l'Ordre fédéral des avocats. 24 février 2000.	1 pièce

-
- 1279 Proposition de loi relative à l'Ordre des médecins. 9 septembre 1999. 1 pièce
- 1280 Proposition de loi relative à l'Ordre des pharmaciens. 9 septembre 1999. 1 pièce
- F. DROIT DE PROPRIÉTÉ*
- 1281 Note relative à la définition des professions libérales. 31 mars 1980. 1 pièce
- 1282 Dossier relatif aux officines. 1997-2000. 1 chemise
- G. PROBLÈMES FISCAUX*
- 1283 Dossier relatif aux problèmes fiscaux. 1981. 1 chemise
- H. PROMOTION D'EMPLOI DANS LES PROFESSIONS LIBÉRALES*
- 1284 Dossier relatif à la promotion d'emploi dans les professions libérales. 1983-1987. 1 chemise
- I. PROTECTION DU TITRE ET DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL*
- 1285 1285 - 1306 Dossiers relatifs à la protection du titre et de l'exercice professionnel. 1969-2005. Législation. 1985-2003. 1 chemise
- 1286 1286 - 1289 Consultant immobilier. 1978-2000. 1978-1992. 1 chemise
- 1287 1991. 1 chemise
- 1288 1991-1997. 1 liasse

1289	1995-2000.	1 chemise
1290	<i>1290 - 1291 Comptable. 1970-2005.</i> 1970-1996.	1 liasse
1291	1996-2005.	1 liasse
1292	Professions médicales. 1990-1992.	1 chemise
1293	Ingénieur et conseil en organisation. [années 1990 ?].	1 chemise
1294	Traducteur et interprète. 1989-1994.	1 chemise
1295	<i>1295 - 1297 Géomètre et expert immobilier. 1990-1999.</i> 1990.	1 chemise
1296	1990-1991.	1 chemise
1297	1990-1999.	1 chemise
1298	Notaire. 1990-2000.	1 chemise
1299	Architecte. 1990-1996.	1 chemise
1300	Expert en automobiles. 1969-2000.	1 chemise
1301	Pédicure. 1991.	1 chemise
1302	Détective privé. 1992-1993.	1 chemise
1303	Psychologue. 1994-1999.	1 chemise

-
- 1304 Conseil fiscal. 1995-1996. 1 chemise
- 1305 Ostéopathe. 1997-2000. 1 chemise
- 1306 Juristes. 1998-2000. 1 chemise

J. CONTRATS

- 1307 - 1308 Dossiers relatifs à la publicité et aux clauses abusives.
1984-2002.
1984-2002. 1 chemise
- 1308 2000. 1 chemise

*F. GESTION DE QUESTIONS RELATIVES À DES ORGANISMES
SIMILAIRES À L'ÉTRANGER*

1. CORRESPONDANCE
- 1309 Correspondance relative aux classes moyennes et PME à l'étranger.
1952-1962. 1 chemise
- 1310 Correspondance relative au Nederlands economisch instituut voor
her midden- en kleinbedrijf et Hoofdbedrijfschap ambachten. 1952-
2001. 1 liasse
- 1311 Correspondance relative au Schweizerisches Institut für gewerbliche
Wirtschaft (St Gallen). 1956-1976. 1 liasse
- 1312 Correspondance relative aux classes moyennes au Zaïre. 1958-
1960. 1 chemise
- 1313 Note relative aux classes moyennes au Zaïre. 18 décembre 1959.
1 pièce
- 1314 Correspondance relative au Comité national de liaison et d'action
des classes moyennes en France. 1962-1976.

-
- 1 chemise
- 1315** Correspondance relative au congrès international " Commerce et Urbanisme " (Urbanicom). 1966-1978.
1 chemise
- 1316** Correspondance relative à l'Union internationale de l'artisanat et des PME (Genève). 1967-1977.
1 chemise
- 1317** Correspondance relative à l'Institut für Gewerbefoschung de Vienne. 1975-1977.
1 chemise
- 1318** Correspondance relative à " 1983, année internationale des PME ". 1982-1984.
1 chemise
- 1319** Correspondance relative à l'informatique pour les PME. 8 janvier 1987.
1 pièce
- 1320** Correspondance relative aux contacts internationaux. 1996-1997.
1 chemise
- 2. DOSSIERS**
- 1321** Dossier relatif au Schweizerisches Institut für Gewerbliche Wirtschaft (St Gallen). 1970.
1 chemise
- 1322** Dossier relatif au congrès international " Commerce et urbanisme " (Urbanicom). 1971-1979.
1 chemise
- 1323** Dossier relatif à l'Institut für Gewerbefoschung de Vienne. 1977.
1 chemise
- 1324** Dossier relatif à " 1983. Année internationale des PME ". 1982-1983.
1 liasse
- 1325** Dossier relatif au congrès international consacré aux petites et moyennes entreprises en Russie. 1993.
1 chemise

G. GESTION D'AUTRES QUESTIONS

1. CORRESPONDANCE

- 1326 Correspondance relative à l'électrification des écarts et autres problèmes et au Comité de contrôle de l'électricité. 1956-1957.
1 chemise
- 1327 Correspondance relative à l'aménagement général du territoire. 1969-1970.
1 chemise
- 1328 Correspondance relative aux tribunaux du commerce et à la réforme judiciaire. 1953-1985.
1 chemise
2. DOSSIERS
- 1329 Dossier relatif au commerce extérieur (importation et exportation). 1951-1980.
1 chemise
- 1330 Dossier relatif à l'électrification des écarts et autres problèmes et au Comité de contrôle de l'électricité. 1952-1956.
1 chemise
- 1331 Dossier relatif à l'aménagement général du territoire. 1970-1974.
1 chemise
- 1332 Dossier relatif aux tribunaux du commerce. 1952-1984.
1 liasse